

REPUBLIQUE RWANDAISE  
MINISTRE DE L'EDUCATION, DE LA SCIENCE,  
DE LA TECHNOLOGIE ET DE LA RECHERCHE  
SCIENTIFIQUE

RAPPORT

Doc  
(1)

Page  
(62)

# TABLE DES MATIERES

## ABREVIATIONS

## 0. INTRODUCTION

### I. CONTEXTE, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE .....5

- 1.1 Contexte
- 1.2 Objectifs
- 1.3 Méthodologie de travail d

### II. DEROULEMENT DE .....8

#### 2.1 GROUPE THÉMATIQUE .....8

- 2.1.1 Présentation et analyse c
- 2.1.2 Rétroaction des Groupes
- 2.1.3 Commentaires des partic

#### 2.2 GROUPE II : Accès et ré .....12

- 2.2.1 Présentation et analyse de la situation
- 2.2.2 Rétroaction des Groupes transversaux

#### 2.3 GROUPE III : Amélioration de la qualité de l'éducation .....17

- 2.3.1 Présentation et analyse de la situation
- 2.3.2 Rétroaction des Groupes transversaux
- 2.3.3 Commentaires des participants

#### 2.4 GROUPE IV : Réduction des disparités dans l'éducation .....22

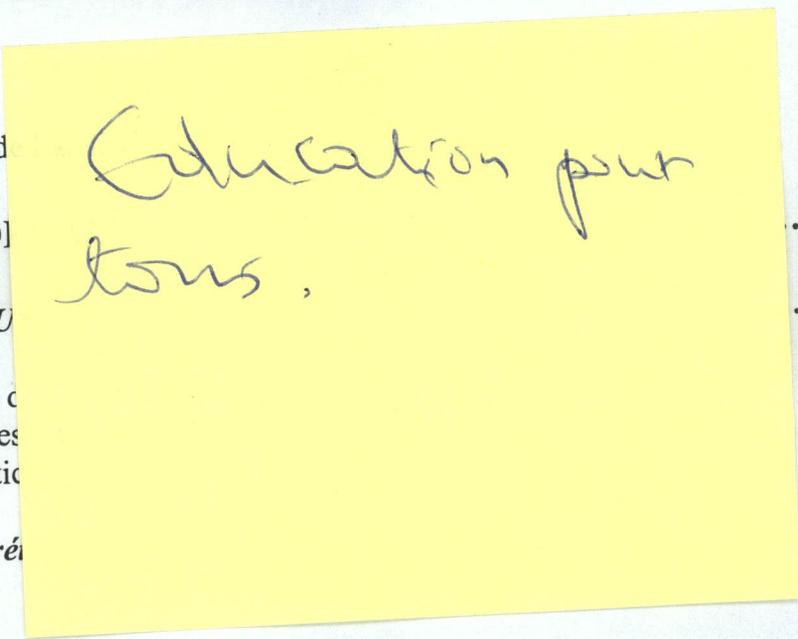
- 2.4.1 Présentation Générale du thème
- 2.4.2 Commentaires des participants

#### 2.5 GROUPE V : Formation professionnelle des jeunes et des adultes .....24

- 2.5.1 Présentation et analyse de la situation
- 2.5.2 Rétroaction des Groupes transversaux

#### 2.6 GROUPE VI : Alphabétisation et éducation des adultes .....27

- 2.6.1 Présentation et analyse de la situation
- 2.6.2 Rétroaction des Groupes transversaux
- 2.6.3 Commentaires des participants



**2.7 GROUPE VII : Le VIH/SIDA – Ecoles .....32**

- 2.7.1 Présentation et analyse de situation
- 2.7.2 Rétroaction des Groupes transversaux
- 2.7.3 Commentaires des participants

**CONCLUSION ET SUGGESTIONS .....36**

**ANNEXES**

1. Liste des participants
2. Mot d'ouverture
3. Mot de bienvenue du Coordinateur National de l'EPT
4. Mot du Représentant de l'UNESCO
5. Calendrier des Activités
6. Mot de clôture du Secrétaire Général au MINEDUC

## ABREVEATIONS

1. **EPT** : Education Pour Tous (version française)
2. **EFA** : Education for all (version anglaise)
3. **MINEDUC** : Ministère de l'Education, de la Science, de la Technologie et de la Recherche Scientifique
4. **UNESCO** : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (version française)
5. **UNICEF** : Fond des Nations Unies pour l'Enfance (version française)
6. **ONG** : Organisation non gouvernementale
7. **PAN** : Plan d'Action National
8. **T.TC** : Teacher Training Center
9. **PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement (version française)
10. **BAD** : Banque Africaine de Développement
11. **ADRA** : Adventist Development and Relief Agency
12. **DFID** : Departement For International Development
13. **CNDP** : Centre National de Développement de Programme
14. **MIJESPOC** : Ministère de la Jeunesse, des Sports et Culture
15. **CFJ** : Centre de Formation des Jeunes
16. **CERAR** : Centre d'Enseignement Rural et Artisanal au Rwanda
17. **CERAI** : Centre d'Enseignement Rural et Artisanal Intégré
18. **CDC** : Comité de Développement Communal
19. **MIGEPROFE** : Ministère du Genre et de la Promotion Féminine
20. **FNUAP** : Fond des Nations Unies pour la Population (version française)
21. **MINISANTE** : Ministère de la Santé
22. **PNLA** : Programme National de Lutte contre l'Analphabétisme
23. **CCDFP** : Centres Communaux de Développement et de la Formation Permanente
24. **ADEPR** : Association des Eglises des Pentecôtes au Rwanda
25. **CHK** : Centre Hospitalier de Kigali
26. **SIDA** : Syndrôme d'Immuno – déficience Acquis
27. **VIH** : Virus d'Immuno – déficience Humaine
28. **MST** : Maladie Sexuellement Transmissible

## *RESUME RECAPITULATIF*

Le séminaire-atelier de Kabusunzu sur l'EPT, en date du 09 au 12 Avril 2002, s'inscrit dans le cadre de la Préparation du PAN/EPT dont il constitue une étape essentielle. Il réunissait les membres du Forum de l'EPT, les représentants des principaux partenaires de l'EPT et les directeurs provinciaux de l'Education, de la jeunesse et de la culture.

L'atelier avait pour objectif de :

- Clarifier le concept de l'EPT et montrer l'importance d'un plan stratégique pour faire l'EPT une réalité
- Permettre de maîtriser tous les éléments nécessaires à la rédaction du document de diagnostic
- Préciser un calendrier pour :
  - (1) La finalisation du document de diagnostic
  - (2) L'élaboration du plan de travail de l'EPT complètement budgétisé

En effet, dans le cadre de l'élaboration du PAN/EPT, sept (7) groupes thématiques ont été constitués et sont à pied d'œuvre depuis Avril 2001. Ils ont déjà produit des documents importants qui serviront de base à la rédaction du document de diagnostic.

C'est pourquoi la méthodologie adoptée par l'atelier de Kabusunzu fut la suivante:

Chaque responsable du groupe thématique présentait son rapport. La présentation était suivie d'une brève séance de clarification. Les participants, répartis en quatre groupes transversaux réagissaient sur la présentation, faisaient des commentaires et donnaient des suggestions. Après quoi une séance plénière permettait à l'auditoire de compléter et d'harmoniser les vues.

Thème I: Protection et éducation de la petite enfance

Il a été unanimement reconnu que les écoles maternelles sont très peu nombreuses et qu'elles sont concentrées dans les villes. Les participants ont insisté sur la nécessité de définir clairement les normes d'une école maternelle et d'augmenter le nombre de ces écoles. Le recours au partenariat est indispensable. Cependant ce partenariat ne doit pas être constitué de bailleurs externes, mais de collectivités locales.

Thème II: Accès et rétention dans l'Enseignement primaire

S'il faut se féliciter des réalisations enregistrées dans le domaine de l'accès à l'éducation primaire, l'on ne peut oublier que plus de 25% d'enfants d'âge scolaire sont en dehors du système. Beaucoup reste à faire dans le domaine de la réduction des taux de redoublement et d'abandon. Les participants ont fortement recommandé que l'Etat augmente les moyens alloués à l'éducation et que les collectivités locales s'impliquent davantage mais aussi que les bailleurs externes apportent une contribution substantielle et assouplissent les conditions d'octroi de leur aide.

Thème III: Amélioration de la qualité de l'éducation

Les objectifs assignés à ce secteur sont :

- Donner à tous les enfants en âge scolaire une éducation de base en adaptant le programme au profil de sortie
- Donner les connaissances et les compétences permettant de mettre en application les connaissances acquises

Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de concevoir et de mettre à la disposition des écoles des programmes adaptés, d'améliorer le ratio élèves/maître notamment par la suppression de la double vacation, de fournir un matériel et des manuels correspondant au programme, de valoriser le métier d'enseignant, de renforcer la formation scientifique des écoles normales. L'atelier a insisté sur l'implication plus accrue des associations des parents et de la communauté de base dans la gestion scolaire.

#### Thème IV: Réduction des disparités dans l'éducation

L'atelier a été informé d'une étude en cours pour mieux cerner le problème de disparités. Les résultats de l'étude permettront au Gouvernement rwandais d'adopter des stratégies adéquates en vue d'éliminer les disparités dans l'éducation d'ici l'an 2005 et d'atteindre l'égalité du genre d'ici 2015.

#### Thème V : Formation professionnelle des jeunes et des adultes

Les objectifs de la formation reçue dans les centres de formation du MIJESPOC sont :

- Apprendre aux jeunes un métier
- Permettre aux jeunes et aux adultes de s'insérer dans la vie professionnelle et dans la communauté

La capacité d'accueil des centres de formations existants est de 3500 jeunes par an. Elle est loin de répondre aux besoins. C'est pourquoi le MIJESPOC se propose d'augmenter les possibilités de formation, notamment :

- En intéressant les privés à l'enseignement des métiers,
- En permettant aux centres d'atteindre l'autofinancement,
- En encourageant la formation sur le tas,
- En adoptant les mesures permettant aux lauréats de s'établir pour leur propre compte.

Les participants ont souligné la nécessité pour ces centres de répondre aux attentes de la société, en impliquant la communauté dans l'analyse des besoins autour de l'école. La transparence doit également caractériser leur gestion.

#### Thème VI : Alphabétisation et éducation des adultes

L'objectif global est d'atteindre d'ici 2010 un taux d'alphabétisation de 85%. Pour y parvenir, le Gouvernement devrait allouer au programme d'alphabétisation des moyens financiers proportionnels aux besoins. A cet effet, le programme d'alphabétisation fonctionnelle doit être intégré dans la politique nationale comme l'une des priorités du développement. Actuellement trois méthodologies principales sont utilisées au Rwanda : La méthodologie ADEPER, l'alphabétisation fonctionnelle et la méthodologie REFLECT d'Action Aid.

#### Thème VII : VIH/SIDA/Ecoles

Le programme VIH/SIDA/Ecoles vise essentiellement à :

- Lutter contre la contamination et la propagation du VIH/SIDA dans les écoles,
- Aider les orphelins du SIDA et les enseignants contaminés,
- Développer les capacités du MINEDUC à lutter contre le fléau du SIDA.

## 0. INTRODUCTION

L'Education Pour Tous a été lancée en Mars 1990 à la Conférence de Jomtien en Thaïlande. Depuis, des rencontres internationales ont été organisées pour approfondir le projet et mettre sur pied un Plan d'action national pour chaque pays.

A Dakar, s'est tenu un Forum mondial en Avril 2000 qui a dégagé un cadre d'action engageant la communauté internationale à assurer l'accès à l'Education de base de qualité pour tous, d'ici l'an 2015.

C'est pourquoi chaque Gouvernement représenté devrait mettre en place un Plan d'action national pour l'Education pour Tous. Le Rwanda s'est engagé en faveur de la réalisation de ce pari. Depuis le lancement de l'Education pour Tous en Septembre 2001, notre pays a réalisé un pas considérable dans le processus d'élaboration de son Plan d'action national.

C'est dans le même cadre que le Ministère de l'Education, de la Science, de la Technologie et de la Recherche Scientifique en collaboration avec l'UNESCO a organisé un atelier de quatre jours au Centre IWACU/ Kabusunzu du 09 au 12 Avril 2002. Cet atelier avait pour objectif de voir ensemble les travaux réalisés en différents groupes thématiques. Ceux-ci permettront la rédaction du document diagnostic de l'EPT/EFA.

Du point de vue de la sensibilisation et de la conscientisation de l'EPT/EFA, cet atelier avait pour mission de présenter aux participants une idée nette de qu'est-ce l'EPT, dégager l'importance d'un Plan stratégique pour la réalisation du Plan d'action national.

Le rapport a été élaboré en tenant compte de l'organisation technique adoptée au cours de cet atelier. Le déroulement des activités journalières était marqué par les exposés de chaque groupe thématique, les travaux en groupes basés sur les thèmes transversaux, puis une rétroaction des groupes transversaux. Enfin, il y avait des moments réservés au commentaire et au débat des participants.

# I. CONTEXTE, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE TRAVAIL DE L'ATELIER

## 1.1 CONTEXTE

Après le forum mondial sur l'Education tenu à DAKAR en Avril 2000, le Gouvernement Rwandais s'est engagé à mettre en œuvre un Plan d'Action National de l'EPT. Par sa lettre n° 565/03.7.2 du 17/10/2000, le Premier Ministre a confié au Ministère de l'Education la responsabilité de coordonner les différents ministères concernés par l'EPT. Depuis lors une structure de l'EPT a été progressivement mis en place, elle comprend:

- La conférence nationale dont le rôle est de formuler les grandes orientations et d'entériner les actions entreprises par le forum
- Leforum national, organe de coordination de la mise en œuvre au plan national du cadre d'action de DAKAR
- Le secrétariat du forum
- Les groupes thématiques à raison d'un pour chacun des 7 objectifs retenus par le forum national.
- Des comités provinciaux et des comités de districts

Le Forum National a été chargé dans un premier temps d'élaborer un Plan d'Actions National de l'EPT. Il est composé des représentants des Ministères concernés, des ONGs, des Eglises, des Organisations internationales et nationales intéressées par l'Education.

## 1.2 OBJECTIFS DE L'ATELIER

Le présent atelier s'inscrit dans ce processus d'élaboration du Plan d'Actions National de l'EPT.

Il a pour objectif de :

Présenter une idée nette de ce que c'est l'EPT et l'importance d'un plan stratégique pour réaliser l'EPT.  
Maîtriser tous les éléments nécessaires à la rédaction d'un document diagnostic.

Préciser un emploi de travail du temps pour :

- La finalisation du document diagnostic
- Le plan de travail de l'EPT complètement budgétisé

### *Nécessité du Plan d'Actions National*

Le cadre d'action de DAKAR précise que les pays établiront les plans nationaux pour l'EPT en 2002 au plus tard. Par ailleurs, la communauté internationale a pris un engagement ferme de soutenir résolument tout pays disposant d'un plan national crédible. Il est donc nécessaire pour notre pays d'élaborer un bon plan d'action pour pouvoir introduire des réformes et mobiliser les ressources.

### **Conditions d'un bon plan d'actions national**

Il doit :

- 1) être crédible ; c'est à dire tenir compte des six objectifs retenus dans le cadre d'action de DAKAR, auxquels il faut ajouter le septième objectif relatif au VIH/SIDA, en mettant l'accent sur les personnes vulnérables, les enfants, les femmes et les groupes marginalisés et en insistant sur la nécessité d'acquérir les compétences ( life skills )
- 2) Tenir compte non seulement de l'accès mais aussi de la qualité ;
- 3) Faire en sorte que les bénéficiaires soient des partenaires dans l'élaboration du PAN/EPT ;
- 4) Inclure des éléments d'Education à la paix ;
- 5) Retenir les priorités réalistes (en termes de capacité) et mesurables.

### **Calendrier d'elaboration du PAN/EPT**

- Le 06 Septembre 2001 s'est tenu à Kigali une réunion de lancement du processus de mise à jour du Plan d'Action National d'Education Pour Tous (PAN/EPT) présidée par le Secrétaire d'Etat chargé de l'Enseignement Primaire et Secondaire, Monsieur MUDIDI Emmanuel.
- En Décembre 2001, un atelier réunissant les membres du Forum, les chefs des groupes thématiques et un consultant de l'UNESCO a clarifié le mandat de chaque groupe thématique. Il a en outre fixé les phases de la préparation du PAN/EPT qui sont :

- (1) La production d'un document diagnostic : Avril 2002
- (2) L'élaboration du document de la politique sectorielle : Juillet 2002

Les activités de cette deuxième phase sont les suivantes:

<b>Période</b>	<b>Activités</b>
Du 09 au 12 Avril 2002	Atelier EPT pour préparer un document diagnostic
Début Mai 2002	Atelier EPT d'une demi-journée pour perfectionner le document diagnostic.
Début Juin 2002	Atelier EPT de trois jours pour préparer et mener à bonne fin le plan de travail.
Fin Juin 2002	Réunion avec chaque groupe thématique de l' EPT pour chiffrer sa partie du Plan d'Action.
Mi- Juillet 2002	Plan de travail EPT complètement chiffré prêt à soumettre au Gouvernement Rwandais.

- (3) L'élaboration du PAN/EPT : Octobre 2002

Il a été convenu que le Plan d'Action National doit s'intégrer dans le plan de développement national, notamment dans le cadre de la réduction de la pauvreté. Il doit impliquer fortement les parents, la société civile et les communautés locales, particulièrement les comités EPT des provinces et districts.

### 1.3 METHODOLOGIE DE TRAVAIL DE L'ATELIER

L'atelier de présentation de groupe thématique tenu le 06 Décembre 2001 avait recommandé que le document de diagnostic comporte obligatoirement quatre chapitres, à savoir :

- (a) Présentation de l'existence des problèmes
- (b) Evaluation de l'aide financière disponible
- (c) Gestion du sous- secteur au niveau national, provincial et de district.

Vu que l'élaboration du document de diagnostic n'est pas un travail facile, il a été proposé aux différents participants à l'atelier de faire partie des groupes transversaux pour pouvoir élargir les perspectives des documents élaborés par les groupes thématiques.

Les groupes thématiques sont :

1. Protection et éducation de la petite enfance
2. Accès et rétention dans l'enseignement primaire
3. Amélioration de la qualité de l'éducation
4. Réduction des disparités dans l'éducation
5. Formation professionnelle des jeunes et des adultes
6. Alphabétisation et éducation des jeunes et des adultes
7. VIH/SIDA

Les quatre groupes transversaux sont quant à eux :

- (a) Pauvreté, suivi et évaluation
- (b) Environnement institutionnel et capacités
- (c) Financement et partenariat
- (d) Gestion scolaire et environnement scolaire

Après la présentation de chaque thème, les groupes transversaux travaillaient sur les implications de l'analyse faite par les groupes thématiques. Ils avaient ainsi l'occasion d'émettre des observations et d'enrichir le document à la lumière des expériences des uns et des autres.

## II.DEROULEMENT DES ACTIVITES DE L'ATELIER

### 2.1.GROUPE THEMATIQUE I : PROTECTION ET EDUCATION DE LA PETITE ENFANCE

#### 2.1.1.PRESENTATION ET ANALYSE DE LA SITUATION PAR LE GROUPE THEMATIQUE n° 1

##### SITUATION ACTUELLE

La loi de 1985 place l'Education préscolaire dans le système formel. En 2001, sur les 257 écoles recensées, seules 2 écoles étaient publiques et les autres privées. Il y a une grande concentration des écoles maternelles dans les villes. Le préscolaire accueille 18 399 enfants encadrés par 527 enseignants.

Le système de l'enseignement préscolaire dure trois ans. La part de l'Etat dans l'enseignement préscolaire consiste essentiellement dans :

- L'élaboration du programme
- La formation des enseignants

##### LES OBJECTIFS PRINCIPAUX

- Favoriser la socialisation de l'enfant
- Favoriser l'éveil de ses sens
- Pratiquer de nombreuses activités physiques,rythmiques et manuels qui lui donnent des prérequis à l'entrée au primaire.

##### LES STRATEGIES

- Disponibilisation des programmes, matériels didactiques et des guides pédagogiques de référence.
- Formation initiale et continue des éducateurs et éducatrices.
- Appui materiel et financier pour les constructions.
- Réhabiliter le CEAPS et démultiplier ses antennes.
- Adopter les politiques favorables aux enfants en situation difficile dans les structure de la petite enfance, initier un système d'adoptionet de parrainage loca, provincial régional.
- Favoriser la création de structures communautaires de proximité et établir la relation entre les structures intervenant dans le sous secteur : centre de santé, de vaccination, de nutrition, écoles maternelles, crèches,garderies.
- Engager la réflexion sur la responsabilité des individus et de l'Etat.
- Organiser des discussions sur la qualité, le développement et les besoins de l'enfant en fonction des différentes phases de son développement.
- Encourager la recherche sur les jeux, jouets, les chants, les contes et légendes rwandais et les vulgariser.
- Encourager les structures et soutenir tous les promoteurs porteurs d'innovation, et d'initiatives dans les structures privées.
- Elaborer un programme d'éducation préscolaire et appuyer la production du materiel didactique.

- Appuyer les opérateurs et les collectivités pour le bon fonctionnement et la gestion d'école maternelle privée.

## REALISATIONS

- Sensibilisation auprès des personnes en charge de l'éducation au niveau des secteurs à travers tout le pays,
- Formation des éducateurs des écolesmaternelles sur les activités préscolaires (211 éducateurs formés depuis 1997)
- Séminaire sur le développement et éducation de la petite enfance ( novembre 2000)
- Etude sur le développement et éducation de la petite enfance (2001-janvier-fevrier) toutes ces activités ont été réalisées grace au soutien des partenaires ( UNESCO, Banque Mondiale )

## CONTRAINTES

- Nombre limité des structures d'accueil
- Manque d'éducateurs formés pour le préscolaire
- Les écoles qui ne remplissent pas les normes
- Matériels didactiques défectueux
- Ignorance des parents relative à l'importance de l'éducation préscolaire
- Pauvreté des parents qui ne peuvent pas faire inscrire les enfants dans une structure préscolaire.

## PERSPECTIVES

- Créer des centres pilotes dans différentes provinces et même dans les districts
- Créer des places de jeux pour les enfants, fabriquer un matériel pédagogique et ludique et un mobilier appropriés
- Sensibiliser et former les acteurs
- La promotion de l'éducation de la petite enfance pourrait être une des raisons qui rapprochent les membres d'une communauté ayant des enfants dans un centre communautaire.

### 2.1.2 RETROACTION DES GROUPES TRANSVERSAUX

#### THEME TRANSVERSAL I : PAUVRETE, SUIVI ET EVALUATION

Nombre d'écoles maternelles et moyen de découvrir ces écoles ainsi que les enfants qui ne fréquentent pas l'école maternelle à cause de la pauvreté. Il n'y a que deux écoles publiques, les autres sont privées. Leur nombre varie fortement d'une province à l'autre province. En ville, il y a une forte concentration par rapport à la campagne à cause:

- Du niveau intellectuel;
- Du revenu;
- Du genre d'activité, les citadins sont pris par d'autres occupations en dehors du domicile et n'ont pas le temps pour s'occuper des enfants;
- Du prestige ressentis pour envoyer leurs enfants dans des écoles qui sont à la mode comme font d'autres riches.

Pour découvrir les écoles maternelles, il faut une descente sur terrain, en se faisant aider principalement par les instances de base ayant l'Education dans leurs attributions ( au niveau du secteur et de la cellule).

Pour éviter l'existence des écoles clandestines et non recommandables, il faut des directives du Ministère pour que l'on puisse identifier une école modèle et celle qui ne remplit pas les conditions. Les enquêtes menées lors des descentes devraient servir non pas à sanctionner les écoles mais à connaître leurs difficultés pour pouvoir les aider.

### **Role de l'école maternelle dans la réduction de la pauvreté**

- On a le temps de s'occuper d'autres travaux générateurs de revenus quand les enfants sont à l'école
- Quand on envoie l'enfant à l'école maternelle, il n'est plus nécessaire de payer cher une bonne pour sa garde
- Les accidents et maladies dues aux accidents, à la saleté et à la négligence diminuent
- L'école maternelle permet aux parents de se rencontrer, d'échanger des idées en vue de lutter contre la pauvreté
- L'école maternelle crée des emplois

## **THEME TRANSVERSAL II : ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET CAPACITÉS**

### **A. Environnement institutionnel**

Jusqu'en 1997, l'importance de l'Education préscolaire n'était pas suffisamment comprise même dans la politique générale du MINEDUC. Bien que les institutions éducatives et de santé existent, elles n'accordent pas suffisamment d'importance à la protection de la petite enfance.

Il est donc nécessaire de redéfinir la politique générale de l'Education préscolaire en insistant sur la protection de l'enfant. Le MINEDUC doit établir les normes de création, de fonctionnement et de gestion des centres de protection de la petite enfance. Il doit s'impliquer davantage, veiller au respect de ces normes, sensibiliser les autorités à tous les niveaux et la communauté.

### **B. Capacités**

- Le personnel de l'Education préscolaire est sous qualifié. Il faut une formation initiale des éducateurs dans les T.T.C (création d'une filière normale maternelle dans les T.T.C qui formera les éducateurs compétents dans ce domaine).
- Les structures existantes sont complètement démunies en matériels pédagogiques et ludiques, l'Etat devrait prévoir un appui substantiel en la matière.

## THEME TRANSVERSAL III : GESTION SCOLAIRE ET ENVIRONNEMENT SCOLAIRE

### A. Gestion scolaire

Dans la gestion scolaire, nous avons ciblé plusieurs éléments qui conditionnent une école viable, tels que :

- La population scolaire
- Personnels enseignants
- Matériels et infrastructures d'accueils
- Programme
- Fonds
- Règlements
- Moyens d'intervention
- Volonté politique

### B. Environnement

- Intégration dans la communauté et par rapport à la société environnante : l'enfant par rapport à la population environnante (relief, infrastructure, densité ou concentration de la population...).
- Intégration par rapport à la communauté interne, c'est à dire l'enfant et son milieu scolaire: élèves avec les autres élèves, élèves avec le maître ...

### C. Protection et éducation de la petite enfance

#### *Etat de la situation*

- Très peu d'écoles
- Demande potentielle élevée
- Sensibilisation faible
- Secteur marginalisé

#### *Propositions concrètes*

- Forte sensibilisation pour un changement des mentalités
- Engagement de l'Etat (réglementation) et disponibilité des fonds
- Soutenir le projet de création de centre pilote par district
- Encourager les initiatives privées et les partenaires sociaux à s'impliquer
- Réduction de la pauvreté pour donner les moyens d'accéder à l'éducation
- Privilégier les zones d'habitat en agglomération (Imidugudu)

### 2.1.3 COMMENTAIRES DES PARTICIPANTS EN PLENIERE

Les participants demandent d'actualiser le tableau sur l'effectif des écoles maternelles et d'insérer une rubrique sur les indicateurs de qualité. Concernant les écoles maternelles publiques, il en existent seulement deux; l'une à Rwampala – Mairie de la Ville de Kigali- et l'autre à Ruhengeri. Rwampala est un centre expérimental dont les agents sont rattachés

directement à la division de l'enseignement préscolaire se trouvant au MINEDUC. L'école de Ruhengeri construite les parents est devenue ensuite libre subsidiée.

Les conditions de base nécessaires pour qu'un local soit reconnu comme une école maternelle sont les suivantes :

- (a) Existence des normes sanitaires : propreté, lumière, espace,.....
- (b) Educateurs aptes et suffisamment formés
- (c) Programme d'activité
- (d) Matériels didactiques et ludiques
- (e) Autorisation de l'Inspecteur de District
- (f) Un terrain vaste pour le jeu
- (g) Normes de sécurité suffisantes

### Suggestions des participants

Il s'avère nécessaire d'augmenter le nombre d'écoles maternelles. Les partenaires ne sont pas uniquement les bailleurs de fonds, les autorités locales peuvent également s'organiser pour créer leurs écoles. L'éducation préscolaire ne devrait pas se baser uniquement sur des programmes scolaires venus du Ministère de l'éducation, nous avons les éducateurs locaux (personnes âgées) qui peuvent apporter leurs contributions. *On a cité l'exemple du Sénégal qui projette de construire une case de la petite enfance par village pour les enfants de 0 à 6 ans.* La création des différents centres protégera les enfants et en même temps réduira la violence faite contre eux.

## 2.2. GROUPE THEMATIQUE II : ACCES ET RETENTION DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

### 2.2.1. PRESENTATION ET ANALYSE DE LA SITUATION

#### Les objectifs principaux

- Augmenter l'accès à l'éducation de base et le taux de rétention
- Atteindre l'éducation de base pour tous d'ici 2010
- Développer l'éducation spéciale
- Intégrer les enfants qui se trouvent en dehors du système scolaire
- Améliorer la qualité de l'enseignement de base
- Améliorer l'équipement didactique

#### Les réalisations

N°	Indicateurs	1994/95	1996/97	1998/99	2000/2001
1	Effectif des élèves	941 012			1 475 572
2	Taux brut de scolarisat.			87,9%	99,9%
3	Taux net de scolarisat.			69,9%	73,3%

4	Taux de promotion		66,6%		54%
5	Taux de redoublement	28%			31,8%
6	Taux de transition		18%		37%
7	Taux d'abandon		5,5%		14,2%

Nous remarquons que les taux de redoublement et d'abandon ont augmenté, il importe de rechercher les causes de ce problème.

### Contraintes

- Insuffisance d'enseignants qualifiés : la création des TTC devrait contribuer à améliorer la situation
- Manque de motivation des enseignants
- La carte scolaire inadéquate (grande distance entre l'école et la maison)
- Insuffisance de manuels et matériels didactiques
- Part très limitée des parents : les parents ne s'impliquent pas suffisamment dans l'Education de leurs enfants
- Dispersion de l'habitat qui rend difficile l'élaboration de la carte scolaire
- Alimentation et santé insuffisante
- Taux d'analphabétisation élevée chez les parents
- Mentalité des parents et des élèves qui ont tendance à considérer la 6<sup>ème</sup> comme le terme normal du cursus scolaire
- Le faible taux de transition du primaire au secondaire n'encourageant pas la poursuite des études dans l'enseignement secondaire

### Stratégie

- Augmenter les infrastructures et matériels scolaires
- Augmenter les taux d'inscription à tous les niveaux (primaire et secondaire)
- Donner une éducation adaptée aux besoins socio-économiques
- S'attacher aux besoins des filles, des groupes vulnérables et des régions marginalisées
- Encourager les communautés locales à participer pleinement à l'éducation
- Améliorer le curriculum en y incluant l'éducation à la paix et à la réconciliation
- Renforcer l'inspection et le système des examens nationaux
- Formation initiale des enseignants
- Sensibiliser les parents et les partenaires locaux
- Solliciter l'apport des privés pour investir dans l'éducation préscolaire

### Partenariat

Les principaux partenaires dans l'Education primaire :

- Coopération bilatérale : France, Belgique, Allemagne et Luxembourg, Grande Bretagne
- Organismes onusiens : UNICEF, UNESCO, PNUD, Banque Mondiale
- Organismes internationaux : Union Européenne, BAD
- ONGs : Action Aid, ADRA
- Partenaires nationaux : Eglises, ONGs locaux, conseils de l'Education, communautés

## 2.2.2 RETROACTION DES GROUPES TRANSVERSAUX

### THEME TRANSVERSAL 1 : PAUVRETE, SUIVI ET EVALUATION

#### *Accès*

On peut se féliciter des réalisations enregistrées dans le domaine de l'accès à l'éducation primaire, néanmoins les handicaps restent nombreux, entre autres nous citerons :

- Ignorance des parents
- Pauvreté ( les écoles qui augmentent les frais de scolarité, prix de l'uniforme, la nourriture)
- Conséquence de la guerre et du génocide
- Les cas spéciaux ( handicaps, infirmité)
- Communication insuffisante entre l'école et les parents, entre l'école et le Ministère de l'éducation

#### *Rétention*

Les problèmes sont également nombreux, nous pouvons mentionner :

- Les taux d'abandon et de redoublement augmentent au lieu de baisser
- L'ignorance des parents
- Le surpeuplement des classes
- La compétition serrée à la fin du primaire provoque le redoublement exagérée au niveau de la 5<sup>ème</sup> année
- La double vacation
- Manuels scolaires insuffisants
- L'encadrement scolaire a baissé au point de vue de la discipline
- Faible taux de transition du primaire au secondaire
- Programme scolaire trop classique, ne correspondant pas au profil de sortie de l'élève
- Mauvaise rémunération des enseignants

#### **Suivi et évaluation**

Pour résoudre les problèmes évoqués ci-dessus; les mesures suivantes sont proposées :

- Sensibilisation des parents
- Alphabétisation fonctionnelle
- Adoption de mesures plus fermes à l'encontre des parents qui refusent d'envoyer leurs enfants à l'école ou les retirent de l'école
- Prévoir le repas de midi à l'école
- Améliorer la carte scolaire, de manière à rapprocher les écoles des habitations
- Renforcer le rôles des partenaires et des ONG's locaux dans l'éducation
- Renforcer le système d'information à tous les niveaux
- Responsabiliser l'Etat pour qu'il mette en pratique toutes les résolutions que les experts lui soumettent

## THEME TRANSVERSAL II : ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET CAPACITES

<i>Problème n° 1</i>	<i>Mauvais contrôle administratif</i>
Causes	1) Absentéisme des directeurs : affaires personnelles, sollicités par leurs supérieurs hiérarchiques ou par les autorités des districts 2) Peu motivés (pas de prime de responsabilité)
<i>Problème n°2</i>	<i>Mauvaise gestion financière</i>
Causes	1) Les comités des parents n'ont pas de pouvoir de décision 2) Les autorités de base ne se sentent pas concernées 3) Absence de coordination entre promoteurs et autorités scolaires
<i>Problème n°3</i>	<i>Infrastructures défectueuses</i>
Causes	1) Parents non sensibilisés 2) Mauvaise coordination entre le Ministère et les communautés locales
<i>Problème n°4</i>	<i>Lois caduques et inadaptées aux circonstances du moment</i>
<i>Problème n°5</i>	<i>Statut social de l'enseignant</i>
Causes	1) Le salaire ne correspond pas aux services rendus, 2) Il n'y a pas de mesures suffisantes pour soutenir la politique que nous préconisons. ( L'Etat n'adopte pas les moyens de sa politique)

## THEME TRANSVERSAL III : FINANCEMENT ET PARTENARIAT

**A. Financement , pourquoi ?**

- Pour construire des écoles en nombre suffisant et satisfaisant la demande en éducation
  - Pour équiper les écoles en mobilier scolaire, en matériel didactique, en manuels pour les enseignants en service et pour la formation des nouveaux
  - Pour assainir l'environnement scolaire (toilettes, eau potable, terrains de jeux, etc)
  - Pour assurer la rétention et augmenter le taux de transition
- Nous constatons que partout il y a un problème qui a des racines dans le financement.

**B. Sources de financement**

- (a) Le gouvernement rwandais : le budget, bien qu'important reste insuffisant
- (b) Les partenaires locaux (parents, confessions religieuses, associations, collectivités locales,...)
- (c) Aides bilatérales
- (d) Institutions onusiennes (aide multi-latérale)
- (e) Les besoins sont énormes par rapport au budget alloué au secteur de l'éducation. Bien que l'effort pour le répartir entre les différents secteurs soit à poursuivre
- (f) Examiner les mécanismes pour augmenter le budget de ce secteur
- (g) Améliorer la coordination des apports des partenaires et des aides provenant des bailleurs extérieurs
- (h) Les partenaires locaux ne donnent pas ce qu'ils devraient donner
- (i) Il faut lever l'équivoque consécutif aux textes légaux tels que la *gratuité de l'éducation et la contribution obligatoire des parents*
- (j) Les partenaires nationaux (ONG's, Eglises) : apports irréguliers et sporadiques, difficilement quantifiables
- (k) Les bailleurs extérieurs :

- Dans la pratique, l'apport contribue beaucoup plus à l'atteinte de leurs objectifs pré-établis (Plan d'actions) au lieu de tenir compte de la demande des bénéficiaires
- Cet apport est encore nécessaire, il complète celui des partenaires nationaux. Cependant, les bailleurs externes devraient assouplir les conditions qu'ils subordonnent à l'octroi de leur aide

## THEME TRANSVERSAL IV : GESTION SCOLAIRE ET ENVIRONNEMENT SCOLAIRE

### A. Gestion scolaire

Il y a eu différentes formations en gestion scolaire pour quelques Directeurs seulement. Le problème de formation reste en suspens, cela a pour conséquences que les Etablissements ne disposent pas de plans d'action ni d'objectifs, ni des projets d'Etablissement. Il est demandé à l'Etat de disponibiliser à temps les fonds destinés aux activités de formations.

Exemple :

- Jusqu'à présent dans les provinces, le budget du premier trimestre n'est pas encore disponible, alors que l'argent non utilisé en Novembre doit retourner dans le trésor public.

### Propositions

- (a) Il faut encourager les directeurs d'écoles et les inspecteurs de district en leur donnant à temps les primes prévues par la loi. Il serait mieux que la prime aux enseignants soit généralisée et accordée par l'Etat plutôt que par les parents
- (b) Il faut que les services chargés de l'inspection organisent des concours entre écoles au niveau des secteurs scolaires et provinces pour pouvoir corriger les médiocres, sans toutefois alourdir inutilement l'opération
- (c) Il faudrait que les associations des enseignants et des parents d'élèves soient fonctionnelles. Former les enseignants pour qu'ils soient aptes à défendre leurs droits et à se valoriser et apprendre aux parents à s'impliquer dans la gestion de l'école.
- (d) Il faut que les gestionnaires de l'école ne soient pas désorientés au cours des discussions avec leurs partenaires qui ont tendance à privilégier l'aspect financier au détriment de la pédagogie. Le rendement pédagogique doit être une priorité pour le maître, les responsables des Eglises, les parents,.... Car souvent il vient au second plan ou n'intervient pas du tout.

### B. Environnement scolaire

Il comporte :

- Une classe attrayante
  - Le maître qui peut encourager ou décourager les enfants par son comportement.
- Tous les partenaires devraient être impliqués pour créer un environnement scolaire favorable.

## **2.3. GROUPE THEMATIQUE III : AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION**

### **2.3.1 PRESENTATION ET ANALYSE DE LA SITUATION**

#### **Objectifs**

- Donner à tous les enfants en âge scolaire une éducation de base en adaptant le programme au profil de sortie
- Donner les connaissances et les compétences permettant de mettre en application les connaissances acquises

Ligne directrice :

Améliorer la qualité de l'Education

#### **Réalisations**

- Réduction de 3 à 2 les cycles de l'enseignement primaire.
- A partir de 1996, il y a eu réforme des programmes, création du CNDP, CNE, de l'inspection générale, recyclages des enseignants.

#### **Contraintes**

- Insuffisance du personnel et du matériel pour le suivi et l'évaluation des programmes
- Programme surchargé
- Non respect des directives en matière de l'enseignement des langues
- Manque de matériel pédagogique ( ½ livre par élève)
- Nombre élevé d'élèves ( 58,9 élèves par maître et 73 élèves par maître qualifié)
- Manque d'enseignants qualifiés et compétants
- Système de double vacation

#### **Stratégies**

- Evaluation des programmes dans les écoles
- Diminuer le ratio Elèves – Maître ( de 120 à 60 au premier cycle et de 60 à 40 au second cycle)
- Fournir les matériels et les manuels correspondant au programme
- Valoriser le métier d'enseignant
- Faire en sorte que les parents aient une part active dans le processus éducative et dans la conception du programme
- Renforcer la formation scientifique des écoles normales

#### **Partenariat**

Il faut une implication plus accrue des associations des parents et de la communauté de base dans la gestion.

## Perspectives

- Evaluation et réforme des programmes (passer de la pédagogie par objectifs à la pédagogie par compétences)
- Privilégier les méthodes actives dans l'enseignement
- Réinstaurer les émissions scolaires à la radio et à la télévision
- Suppression progressive de la double vacation

### 2.3.2. RETROACTION DES GROUPES TRANSVERSAUX

#### A. Problème de motivation

Les salaires des enseignants sont comparables à ceux des autres agents de la fonction publique, mais :

- Les enseignants ne sont pas toujours payés à temps
- De nombreux cas d'arriérés de salaires dûe à la lenteur administrative dans le traitement des dossiers litigieux des enseignants

#### *Facteurs motivationnels*

- Valorisation des salaires
- Contraintes liées au métier d'enseignant qui lui donne peu d'occasions de sortir de sa classe.

#### *Recommandations*

- Uniformiser les primes des enseignants
- Mettre en application les projets permettant des facilités aux enseignants : vélo – moteurs, par exemple.

#### C. Formation des enseignants

- La qualification qui n'équivaut pas toujours à la compétence à cause de la baisse générale du niveau d'enseignement dans le pays
- Les élèves sortant des écoles normales ont un bagage insuffisant de connaissances
- Durant la fonction, les stages sont peu suivis par les maîtres
- Grande dispersion des niveaux de formation
- Problème des diplômés non pédagogiques remplacés par des jeunes normaliens faibles

#### *Recommandation*

Donner une formation psycho – pédagogique aux enseignants diplômés des autres sections (scientifique, lettres, etc.) qui sont jugés performants.

## THEME TRANSVERSAL II : ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET CAPACITES

### **Contrôle de l'enseignement**

Il existe des conseils de l'enseignement à différents niveaux : centres, districts, provinces, ministère.

### **Role du directeur d'une école**

Diriger en général, gérer le patrimoine, présider le conseil des enseignants et le conseil des parents. Il est le premier responsable du rendement des enseignants et de la bonne marche de l'école, l'intermédiaire entre l'école et les services de l'éducation au niveau du district.

### **Role des instances de l'état**

La cellule a un rôle dans l'administration de l'école par l'intermédiaire de son comité directeur. Le district s'occupe du placement des enseignants dans les centres scolaires. La province assurera le paiement des salaires dans un proche avenir. Le Ministère a un rôle dans la construction et la réfection des écoles.

### **Role des parents et des enseignants**

Le rôle des parents est grand dans le primaire, il est à augmenter au secondaire. Quant aux enseignants, ils ne jouent aucun rôle dans la gestion financière.

### **Moyens mis a la disposition des inspecteurs de l'éducation**

- a) Au Ministère, l'inspection générale dispose de véhicules mais le personnel est insuffisant
- b) L'inspection générale devrait être représentée dans des instances décentralisées jusqu'au niveau du district.

### **Canaux de transmission des rapports**

En principe, tous les rapports sont envoyés au préfet de province qui les transmet au Ministères concernés. Mais, en réalité des choses ne se passent pas ainsi. Les parents ainsi que les autres partenaires devraient être au courant des rapports d'inspection. Il faudrait également instaurer une émission spéciale sur l'Education et l'Inspection. Enfin, il faut hâter la promulgation de la nouvelle loi sur l'éducation.

### **Construction des écoles**

Traditionnellement, c'est le Ministère qui prend la décision relative aux constructions scolaires. Il est souhaitable que la décision soit prise désormais au niveau de la province sur proposition des instances de base. De même toutes les instances depuis les autorités de base devraient prendre une part active dans le contrôle des nouvelles constructions.

## **Le partenariat**

Il est souhaitable que la part des parents soient plus grande dans la gestion des écoles. A ce niveau, ces trois questions méritent une réponse appropriée:

- (a) Comment faire participer les partenaires de l'Education à l'élaboration du programme ?
- (b) Existe-t-il une politique de manuels scolaires et du matériel didactique ?
- (c) Comment renforcer la capacité des services chargés de l'élaboration du suivi et de l'évaluation des programmes ?

## **THEME TRANSVERSAL III : FINANCEMENT ET PARTENARIAT**

### **Condition d'une education de qualité**

- Personnes ressources compétentes ( concepteurs et exécutants)
- Un bon programme
- Matériel suffisant et adapté
- Infrastructure adéquate
- Concertation décentralisée

### **Concernant les personnels**

- Identification des ressources mal exploitées : on a l'habitude de dire que le personnel manque ou qu'il est incompetent. Mais, en réalité on rencontre beaucoup des diplômés (personnel qualifié) dans des activités mieux rémunératrices.
- Bonne gestion des ressources disponibles, en essayant de réaliser le principe d'adéquation formation/emploi, c'est - à - dire l'homme qu'il faut à la place qu'il faut.
- Recours à des compétences étrangères de façon transitoire.
- Investir suffisamment dans la formation du personnel en place pour ne pas continuer à en importer de l'extérieur.
- Pour que tout ce personnel accepte de travailler dans l'enseignement d'une manière rentable; Il faudrait :
  - Les motiver par un salaire intéressant ou une prime. Les fonds seraient à rechercher auprès des partenaires,
  - Lui fournir un équipement moderne de communication

### **CONCERNANT LE PROGRAMME**

Accorder de l'autonomie de gestion au CNDP, avec un Statut qui en ferait un bureau des chercheurs de telle sorte qu'il puisse recruter lui-même le personnel compétant nécessaire. Il pourrait passer des contacts avec des privés pour la conception des manuels scolaires.

### **CONCERNANT LE MATERIEL**

Il faudrait un matériel adapté au milieu dans lequel nous vivons et répondant aux objectifs à atteindre. Par exemple, il n'est pas convenable de donner des téléviseurs ou des magnétophones dans une école ne disposant pas d'électricité au moment où ses besoins prioritaires consisteraient en craies.

Par ailleurs, les personnes expérimentées devraient s'efforcer de fabriquer eux-mêmes le matériel didactique au besoin avec l'appui des partenaires.

## CONCERNANT LES INFRASTRUCTURES

Plusieurs écoles sont vieilles et nécessitent une réfection et un agrandissement. A cet effet, il est recommandé de mettre en place un système de partenariat concerté et cette concertation commencerait par la base.

### THEME TRANSVERSAL IV : GESTION SCOLAIRE ET ENVIRONNEMENT SCOLAIRE

#### A. GESTION SCOLAIRE

La qualité de l'Education comporte plusieurs volets, par exemple :

- La réussite intellectuelle
- La discipline
- La santé
- L'éducation morale
- L'intégration sociale
- Le "life skills" (capacité de transfert de connaissances dans la vie courante)

Il appartient au directeur d'aider les enseignants à apprendre aux élèves à tirer le maximum de profit de toutes les possibilités qui s'offrent à l'école en vue d'améliorer la qualité de l'éducation. La réussite intellectuelle seule ne suffit pas en éducation, l'école ne doit pas non plus se fermer au milieu.

Le rôle du directeur consiste à :

- Assurer la bonne gestion des ressources intellectuelles
- Assurer la bonne gestion administrative en se gardant de changer trop souvent son personnel, en inculquant aux enfants le sens de la propreté et en réprimant les mauvaises habitudes.

#### B. ENVIRONNEMENT SCOLAIRE

L'école vit en échange continu avec différents autres milieux qui peuvent être positifs ou négatifs. Elle ne peut ni ne doit échapper à ces influences, elle doit plutôt s'ouvrir tout en veillant à faire le tri.

Par exemple, il est anormal que les enseignants éprouvent des difficultés à enseigner la danse, le chant et le sport alors que ces activités sont pratiquées autour de l'école.

Dans le même contexte, les heures consacrées au jardin scolaire ne sont pas du temps perdu.

### 2.3.3 COMMENTAIRES DES PARTICIPANTS

#### A. IMPORTANCE DU THEME RELATIF A LA QUALITE DE L'EDUCATION

La qualité de l'Education doit désormais être considérée comme un élément central de notre éducation. L'amélioration de la qualité comporte plusieurs composantes dont le programme, les enseignants et le matériel.

Sommes – nous prêts à appliquer la pédagogie par compétences sans les outils nécessaires ?

Il est vrai par ailleurs que les innovations nécessitent une forte sensibilisation auprès des principaux partenaires : enseignants, parents, élèves.

#### B. PERCEPTION ET UTILISATION DES FRAIS DE PARTICIPATION DES PARENTS

Les frais de participation des parents devraient servir essentiellement au fonctionnement de l'école et non pas au paiement des enseignants. Souvent, les parents sont réticents à donner cette contribution parce qu'ils la perçoivent comme destinée au directeur et aux maîtres.

Pour encourager les enseignants à améliorer leur situation économique, il y a lieu d'imaginer d'autres mécanismes que la prime tels que la mise en place d'un fonds d'entraide des travailleurs ( à l'exemple de la Province de Kibungo), le projet de création d'une banque des enseignants ( projet de SYNEPER), des mutuelles des enseignants (à Kibali, Murambi et ailleurs).

#### C. REPAS DE MIDI DANS LES ECOLES

Un participant a attiré l'attention de l'auditoire sur la délicatesse du problème qui doit être bien analysé au préalable pour ne pas créer des frustrations.

#### D. NECESSITE D'UNE NOUVELLE APPROCHE

Il ne faudrait pas toujours continuer à chercher des solutions à l'intérieur du système éducatif. Dans ce cas, on risque de ne jamais faire la différence. Par exemple, l'analyse devrait s'insérer dans le mouvement actuel de décentralisation et regarder les priorités réelles de la population (nourriture, sécurité).

## **2.4 GROUPE THEMATIQUE IV: REDUCTION DES DISPARITES DANS L'EDUCATION**

### 2.4.1 PRESENTATION GENERALE DU THEME

Le Gouvernement rwandais se propose d'éliminer les disparités dans l'Education d'ici 2005 et d'atteindre l'égalité du genre d'ici 2015. Pour ce faire, une étude préalable s'avère nécessaire pour bien cerner le problème de disparité. Les termes de référence pour une telle étude viennent d'être élaborés

## PRESENTATION DES TERMES DE REFERENCE

### OBJECTIFS DE L'ETUDE

- Analyser ce qui a été fait depuis 1998 en faveur des filles et des groupes vulnérables,
- Elaborer un document de Plan d'action allant jusqu'en 2015.

### TERMES DE REFERENCE :

- Rassembler les études déjà faites;
- Elaborer un document de diagnostic sur les disparités en éducation suivant les indicateurs donnés. Les provinces ciblées pour cette étude sont : Gisenyi, Ruhengeri, Umutara, Kigali – Ngari et Byumba;
- Utilisation de la méthode participative : la fille et le vulnérable doivent être impliqués et on doit faire ressortir les problèmes majeurs qu'ils rencontrent;
- Analyser l'adéquation des actions avec les politiques, les lois et programmes existants;
- Etude de 30% de la population – cible;
- Analyse des actions qui se déroulent dans les centres cibles en rapport avec le genre, le VIH/SIDA et les vulnérables;
- Rassembler les recommandations;
- Examiner si les données recueillies sont en conformité avec les indicateurs;
- Confectionner ou rédiger un rapport;
- Elaboration d'un document technique de 15 à 20 pages.

**N.B** : L'étude sera menée en huit semaines.

La contribution des directeurs et inspecteurs dans l'élaboration de l'étude se résume comme suit :

- (a) Aider à cibler les écoles;
- (b) Fournir des informations et l'aide nécessaires;
- (c) Informer les communautés scolaires des objectifs de l'enquête;
- (d) Aider à rassembler suffisamment d'idées constructives;
- (e) Coordonner l'enquête.

### 2.4.2 COMMENTAIRES DES PARTICIPANTS

Les participants ont exprimé leurs inquiétudes en rapport avec :

- La durée de l'enquête qui est jugée trop courte;
- Les problèmes liés à la culture;
- L'élargissement de l'enquête qui ne devrait pas uniquement concerner la fille, mais qui doit s'étendre aux vulnérables et marginalisés.

## **2.5 GROUPE THEMATIQUE V : FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES ET DES ADULTES**

### 2.5.1 PRESENTATION ET ANALYSE DE LA SITUATION

Le MIJESPOC a reçu la mission d'aider les jeunes qui ne peuvent pas continuer avec l'éducation formelle à se débrouiller dans la vie. Le Ministère a en son sein une direction qui s'occupe de l'enseignement des métiers et dont les objectifs sont :

- Apprendre aux jeunes un métier;
- Apprendre aux jeunes à s'insérer dans la vie professionnelle;
- Insertion des jeunes et adultes dans la communauté.

### REALISATIONS

Il existe trente six (36) centres de formation des jeunes dont 22 publics et 16 privés. Tous accueillent trois mille cinq cents (3500) jeunes par an.

- (a) La formation dure un an; et 85 % du temps est consacré à la pratique;
- (b) L'admission au centre est subordonné à un test;
- (c) Le MIJESPOC accueille les jeunes dans différentes formations sans distinctions de sexe. Cependant, il subsiste un problème d'intéressement des filles;
- (d) Pour aider les jeunes à acquérir les compétences économiques, un cours de formation à l'emploi (Entrepreneurship) a été introduit;
- (e) Les filières ont été amenés à dix –sept (17).

### CONTRAINTES

- Capacité d'accueil;
- Autofinancement : faire en sorte qu'une école puisse travailler comme une entreprise pour pouvoir s'auto – suffire;
- La jeunesse n'ayant pas terminé la scolarité primaire n'est pas accueillie;
- Problème d'enseignants qualifiés;
- Problème d'ouverture à la communauté environnante;
- Les centres de formation ne sont pas suffisamment fréquentés et leurs sections ne sont pas suffisamment connues.

### PARTENARIAT

Les aides extérieures proviennent du Canada, Belgique, Luxembourg, Allemagne et Russie. Elles consistent principalement en programme, équipement et réparation.

### PERSPECTIVES

- Faire appel aux artisans pour appuyer les enseignants;
- Création de deux centres INFO- JEUNES à Rwamagana et Kigali;
- Adapter les programmes aux jeunes sans niveau primaire;
- Créer des cours accélérés du soir;
- Sensibiliser les privés à s'intéresser à l'enseignement des courts métiers;
- Fournir aux centres de formation un matériel de production, afin qu'ils puissent tendre vers le autofinancement;

- Encourager la formation sur le tas;
- Accorder des prêts aux lauréats pour qu'ils puissent s'établir à leur compte;
- + - Création des comptoirs de vente pour les produits fabriqués par les anciens des centres de formation.

## 2.5.2 RETROACTION DES GROUPES TRANSVERSAUX

### THEME TRANSVERSAL I : PAUVRETE, SUIVI ET EVALUATION

#### PAUVRETE

Pour réduire la pauvreté au Rwanda, nous devons consacrer nos forces à la formation des jeunes déscolarisés qui représentent 63% de tous les jeunes. Pour cela, l'Etat devrait mettre beaucoup d'efforts dans des centres de formation de la jeunesse. Ces centres doivent produire des articles de qualité s'ils veulent être compétitifs. Cette qualité sera atteinte s'ils disposent d'un bon programme et des enseignants qualifiés régulièrement recyclés.

#### RECOMMANDATIONS

- Faire comprendre à la population l'importance des métiers dans le développement du pays en insistant sur le fait que le travail de bureau n'est pas le seul moyen d'avoir un revenu;
- Renforcer les capacités des C.F.J existants pour qu'ils puissent être compétitifs sur le marché;
- Organiser les voyages d'étude à l'étranger;
- Prévoir un système de micro – crédit en faveur des lauréats des CFJ travaillant en privés ou en associations;
- Chercher les marchés en faveur des anciens des CFJ (l'Etat pourrait les privilégier dans ses offre des marché);
- Créer plusieurs CFJ pour qu'ils puissent accueillir le maximum de jeunes.

#### EVALUATION ET SUIVI

L'évaluation et le suivi se feraient à travers les expositions d'anciens, sous forme de compétition.

### GROUPE TRANSVERSAL II : ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET CAPACITES

#### ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL

Les centres de formation appartiennent soit à l'Etat soit aux privés (Eglises, Associations, Individus ). Les recommandations suivantes sont adressées à ces partenaires :

- Les centres de formation sont très insuffisants par rapport aux besoins;
- L'Etat seul est incapable de suppléer à cette carence. L'apport des privés est indispensable;
- Il manque une information suffisante sur l'état des besoins. On ne sait pas le nombre exact ni la localisation des jeunes ayant terminé la sixième année primaire;
- Les centres sont très éloignés les uns des autres. De ce fait, ils sont fréquentés uniquement par la population environnante. Les autres jeunes sont découragés par les longues distances à parcourir;

Le remède consiste à sensibiliser, convaincre et revaloriser les CFJ. L'expérience des CERAR, CERAI, et Section familiale a laissé une mauvaise image auprès des partenaires potentiels. C'est pourquoi les bailleurs devraient mettre leur priorité dans ces centres (infrastructures et surtout un équipement suffisant et adéquat) pour qu'ils soient fréquentés avec profit. Les entreprises devraient également être invités à prendre part à la formation – emploi.

### CAPACITES

- Formations des formateurs : au moins une école technique par province destinée à la formation des formateurs;
- Au niveau de la province, exploiter pleinement les possibilités offertes par l'intégration de l'enseignement formel qui a été entièrement placé sous la responsabilité du directeur de l'éducation, jeunesse et culture. L'Etat devrait élaborer le budget en conséquence et donner à la province les moyens suffisants;
- Les autorités de base aideraient les lauréats à s'intégrer dans la communauté avec l'appui des CDC.

### GROUPE TRANSVERSAL III : FINANCEMENT ET PARTENARIAT

- Actuellement avec la décentralisation, l'ancienne inspection d'arrondissement est devenue une direction de l'Education qui a deux (2) divisions, à savoir la division de l'Education ainsi que celle de la Jeunesse et Culture. Celle – ci s'occupe des centres de formation des jeunes. Le budget est décentralisé du Ministère à la province mais il n'arrive pas à temps.
- Les écoles de métiers sont chers, le nombre des gens qui en ont besoin est très élevé. Le désœuvrement des jeunes provoque le banditisme et les mauvais politiciens peuvent en profiter pour utiliser cette jeunesse dans les mauvaises actions.

Il est clair que l'Etat seul ne peut pas résoudre ce problème. Il doit se faire aider par les partenaires comme les ONGs, les Eglises, ....

- Des écoles des métiers doivent répondre aux besoins de la société; par exemple la menuiserie et la construction peuvent être représentées partout, mais la réparation des frigos et des fers à repasser surtout en ville. La devise doit être *la communauté dans l'analyse des besoins autour de l'école*;
- La gestion doit être transparente. Comme on doit intégrer la population locale dans l'analyse des besoins, il faut aussi l'intégrer dans l'utilisation des fonds. Par exemple, la transparence face aux Districts et Provinces : n° de compte et documents comptables complets (gestion et co – signature pour les retraits en banque et les commandes);
- Les ONGs et les bailleurs devraient travailler dans la clarté et rendre compte au district, à la province et au centre de formation;
- Penser aussi aux finalistes du secondaire, même de l'université qui ne trouvent pas du travail : les encadrer en entrepreneuriat et en notion de coopérative.

## THEME TRANSVERSAL IV : GESTION SCOLAIRE ET ENVIRONNEMENT SCOLAIRE

Tant que les moyens sont encore limités, il faut mettre les forces dans les priorités suivantes :

- Construction d'ateliers,
- Achats des matériels techniques nécessaires,
- Rechercher et former les enseignants de métier,
- Privilégier le système d'externat pour accueillir beaucoup des jeunes

Pour permettre aux centres de rayonner dans leur milieu, il faut :

- Des activités visibles et productrices de revenu,
- Entretien des relations avec l'environnement. Par exemple, l'école devrait collaborer étroitement avec les techniciens travaillant autour d'elle. Elle devrait avoir une autonomie suffisante et une autonomie de gestion lui permettant de tendre vers l'auto – suffisance.

Pour améliorer la qualité de l'Education dispensée dans ce centre :

- (a) Les jeunes devraient apprendre à faire face aux défis de la vie,
- (b) Les responsables des centres devraient avoir des compétences managériales,
- (c) Les autorités de base et la communauté devraient s'intéresser à ces centres, prendre part à leur fonctionnement et même pouvoir en tirer profit,

Pour diminuer l'exode rural, les centres de formation devraient être nombreux et construits dans le milieu rural. Ces centres devraient enseigner surtout les métiers offrant des emplois dans le monde rural. Les jeunes apprendraient à se créer des emplois.

Les diverses instances de l'Etat, les CDC des districts, des secteurs et cellules devraient aider les centres à trouver les débouchés pour leurs productions.

### **2.6 GROUPE THEMATIQUE VI : ALPHABETISATION ET EDUCATION DES ADULTES**

#### 2.6.1 PRESENTATION ET ANALYSE DE LA SITUATION

OBJECTIF GLOBAL / EPT (Cadre de Dakar)

Améliorer de 50% les niveaux d'alphabétisation des adultes et notamment des femmes d'ici 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation permanente.

OBJECTIF GLOBAL / EPT (Rwanda)

Atteindre le taux d'alphabétisation de 85% d'ici l'an 2010.

#### POLITIQUE SECTORIELLE EN MATIERE D'ALPHABETISATION

- Une mise en place d'un Comité National de coordination des activités ad hoc;
- Diverses méthodologies sont utilisées par différents partenaires;
- La sensibilisation à tous les niveaux (autorités, intervenants et bénéficiaires);
- L'implantation d'un centre pilote d'alphabétisation dans chaque cellule administrative;

- La réhabilitation et l'équipement des centres de formation permanente;
- Le lancement d'un programme de formation centré sur les familles, la jeunesse et les femmes;
- Les activités post – alphabétiques à travers tout le pays par diverses formations et l'implantation de petites bibliothèques dans tous les Secteurs administratifs du pays.

#### LES ACTIVITES QUI ONT ETE MENEES

Au cours de cette décennie (1990 – 2000), plusieurs actions ont été menées dont les principales sont :

- (a) Séminaires avec les différents partenaires de l'éducation populaire sur les nouvelles orientations de l'éducation populaire;
- (b) Recrutement du personnel;
- (c) Formation des agents dans le domaine de l'éducation des adultes (andragogie, méthodologie d'alphabétisation fonctionnelle, technique d'animation, santé reproductive et planning familial, genre et développement, etc.);
- (d) Conception et l'élaboration des thèmes de l'éducation populaire;
- (e) Elaboration des manuels sur l'alphabétisation fonctionnelle, la santé reproductive, le genre et le développement;
- (f) Distribution du matériel pédagogique aux centres communaux de développement et de formation permanente;
- (g) Formation de la population sur les divers métiers (agriculture, tricotage, broderie, coupe – couture, menuiserie et maçonnerie);
- (h) Sensibilisation et conscientisation de la population sur leurs problèmes ainsi que les voies et moyens de les résoudre;
- (i) Sensibilisation des parents pour envoyer leurs enfants à l'école;
- (j) Entreprise (après le génocide d'Avril 1994) de la Campagne nationale de lutte contre l'analphabétisme :
  - Impression des manuels d'alphabétisation,
  - Activité de sensibilisation et de formation des alphabétiseurs et de suivi des activités d'apprentissage dans les centres d'alphabétisation,
  - Distribution du matériel didactique pour les centres d'alphabétisation.

#### LES CONTRAINTES

- (a) Contraintes liées à la culture, la traduction, l'ignorance, la pauvreté;
- (b) Contraintes liées au manque d'institutions spécialisées;
- (c) Contraintes liées à la faiblesse de sensibilisation des populations cibles du programme d'alphabétisation fonctionnelle;
- (d) Contraintes liées au manque de motivation des alphabétiseurs.

#### STRATEGIES POUR AMELIORER LE PROGRAMME D'ALPHABETISATION

Pour mener à bonne fin l'activité d'alphabétisation, les principales stratégies sont proposées :

- Coordonner les activités et les efforts de tous les intervenants;
- Développer le programme de post – alphabétisation en le rendant dynamique;

- Faire participer d'une manière ou d'une autre la population (par voie des tontines, par exemple) et tous les intervenants dans une large mesure au financement du programme d'alphabétisation;
- Les centres doivent œuvrer dans la ligne directive nationale exécutée dans le cadre d'un programme national de lutte contre l'analphabétisme (PNLA);
- Le programme d'alphabétisation fonctionnelle doit être intégré dans la politique nationale comme l'une des priorités du développement;
- Instituer un système spécialisé de sensibilisation de la population à l'alphabétisation permanente (à la radio, la télévision, par les chants traditionnels, dans les églises, dans des réunions officielles, des rencontres populaires, des cérémonies populaires, et j'en passe) afin d'instaurer la culture d'alphabétisation et d'éducation en général;
- Le Gouvernement devrait allouer au programme d'alphabétisation des moyens financiers importants proportionnels aux besoins, en vue d'atteindre systématiquement les populations – cibles.

## PARTENARIAT

Les partenaires du Ministère de l'Administration Locale et des Affaires Sociales dans l'Education non formelle au Rwanda sont :

- (1) Les Ministères concernés comme MIGEPROFE, MIJESPOC, MINISANTE;
- (2) Les institutions onusiennes : UNICEF, UNESCO, FNUAP;
- (3) Les institutions religieuses et les Organisations Non Gouvernementales locales et internationales;
- (4) Quelques membres de la société civile.

## PERSPECTIVES D'AVENIR

- L'éducation non formelle longtemps comprise dans un cadre restreint doit dépasser ce cadre pour s'inscrire dans un champs plus large et prioritaire dans le développement national;
- L'alphabétisation devrait dépasser le cadre d'apprendre les notions de lecture, l'écriture et calcul pour constituer un outil de développement dans tous les aspects de la vie. Elle doit intégrer pour ce faire, le programme des activités génératrices de revenus.
- L'alphabétisation doit viser l'éducation des jeunes et les adultes parallèlement pour arriver aux résultats définitifs de réduction d'analphabétisme;
- Une programmation d'activités d'alphabétisation doit viser la participation de la population et de tous les intervenants à tous les niveaux;
- Mettre en place les centres de formation spécialisés et équipés pour former les alphabétiseurs compétents et dévoués pour la réussite du programme d'alphabétisation;
- Instituer un système de production, de distribution et de gestion de l'information (presse villageoise, brochures d'alphabétisation et de formation / information dans les secteurs de la vie);
- Les intervenants, les autorités de base et la société civile doivent avoir l'obligation de sensibiliser la population cible au bien-fondé et à l'utilité de l'alphabétisation fonctionnelle de façon dynamique et permanente.

## 2.6.2 RÉTROACTION DES GROUPES TRANSVERSAUX

### GROUPE TRANSVERSAL I : PAUVRETE, SUIVI et EVALUATION

Le pays compte un nombre très élevé d'analphabètes. Mais pourquoi ne fréquentent – ils pas les centres d'alphabétisation des adultes ?

Les raisons sont à rechercher dans la pauvreté, le temps matériel, le complexe d'infériorité, l'ignorance et la mentalité (mes grands parents étaient analphabètes et pourtant, ils jouissaient d'une grande considération .....).

L'analphabétisme enfonce ceux qui en souffrent dans la pauvreté:

- L'analphabétisme de l'un des conjoints peut – être cause de séparation,
- Les analphabètes souffrent davantage d'une santé et d'une hygiène déficientes,
- Le taux des filles-mères et celui des mariages précoces est plus élevé chez les analphabètes,
- Les enfants des analphabètes sont exposés à l'analphabétisme.

### THEME TRANSVERSAL II : ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET CAPACITES

- La priorité consiste à mettre en place une politique générale d'alphabétisation des adultes,
- Mener une recherche approfondie sur le manque de motivation : recherche qui se consacrerait à savoir si les néoalphabètes continuent à lire et à écrire, déterminer les meilleures méthodes d'alphabétisation, indiquer les stratégies permettant aux alphabétisés de ne pas retomber dans l'analphabétisme.
- S'appuyer sur toutes les occasions qui réunissent habituellement les gens pour alphabétiser et former aux métiers. De telles occasions sont par exemple, les associations d'agri-éleveurs ou de commerçants, les tontines, les rencontres à caractère confessionnel, les équipes sportives, ....
- L'utilisation des locaux scolaires pendant les vacances et les week – ends,
- Déterminer localement le salaire des alphabétiseurs,
- Utiliser des méthodes attrayantes (diapositives, cinéma,....)

### THEME TRANSVERSAL III : FINANCEMENT ET PARTENARIAT

#### *Identification des partenaires*

Les partenaires sont les confessions religieuses, les ONGs, l'Etat, les autorités administratives de base.

#### *Recommandations*

- L'alphabétisation est très importante, elle doit occuper la première place dans les programmes des partenaires;
- L'Etat devrait intéresser davantage les bailleurs à cette activité et plus particulièrement, les Eglises compte tenu de leur influence au sein de la population;
- Développer les CCDFP et les CDC ainsi que redynamiser les centres d'alphabétisation.

## GROUPE TRANSVERSAL IV : GESTION SCOLAIRE ET ENVIRONNEMENT SCOLAIRE

### *Où se fait l'alphabétisation ?*

Avant 1994, elle se faisait dans les centres sociaux de développement, devenus ensuite CCDFP (Centres Communaux de Développement et de la Formation Permanente). Après le génocide, l'alphabétisation n'était pas dans les priorités nationales. Elle était souvent le fait des initiatives privées. Certains centres d'alphabétisation ont fermé leurs portes, d'autres ont été consacrés à d'autres activités.

### *Que faire pour redynamiser ces centres ?*

- Elaboration d'une politique nationale de lutte contre l'analphabétisme;
- Donner les moyens suffisants à tous les services concernés par ce problème, du plus haut au plus bas échelon;
- Réparation des infrastructures existantes et récupération de tous les bâtiments anciennement dédiés à l'alphabétisation;
- Fournir les moyens de fonctionnement nécessaires (personnels, matériels.....);
- Amener les partenaires à consacrer l'effort requis à ce secteur et à accorder à l'alphabétisation la même importance que l'éducation formelle;
- Les écoles ordinaires serviraient également à l'alphabétisation en dehors des heures des cours et pendant les vacances. On pourrait placer à chaque centre scolaire un local d'alphabétisation;
- Le personnel serait constitué des enseignants non qualifiés retirés du circuit scolaire, auxquels on accorderait une prime (pas de salaires fixe) ou qui fonctionnerait dans le volontariat;
- Le programme serait supervisé par l'Etat avec le concours des autorités de base ( CDC, Responsables de l'Education aux échelons de base).

## NECESSITE D'IMPLIQUER TOUS LES MEMBRES DE LA SOCIETE

. Chaque membre de la société devrait avoir le souci de l'alphabétisation universelle ( par exemple, chaque famille veillerait à ce que le travailleur domestique soit alphabétisé).

. Le district et les confessions religieuses feraient de l'alphabétisation une condition d'accès au mariage.

. Impression des périodiques locaux, création des radios locales, ...

### 2.6.3 COMMENTAIRES DES PARTICIPANTS

En ce qui concerne la motivation; un participant fait remarquer que les motivations sont différentes d'un adulte à un autre. Il faut, alors, s'adapter aux circonstances et les méthodologies devraient varier.

Les programmes intégrés sont à recommander. Par exemple, la personne chargée de la lutte contre le SIDA y inclurait un volet traitant l'alphabétisation.

Quant aux alphabétiseurs, il est souligné que les jeunes lauréats des écoles normales n'ont pas l'autorité nécessaire pour enseigner les adultes. Si le volontariat n'est pas possible, l'on pourrait utiliser plutôt des enseignants en âge de retraite qui sont encore en bonne santé.

Concernant les méthodologies d'alphabétisation, il est précisé que trois (3) méthodologies sont utilisées, citons :

- (1) La Méthodologie ADEPER, axée sur la lecture de la Bible,
- (2) L'alphabétisation fonctionnelle,
- (3) La méthodologie REFLECT adoptée par ACTION AID. Celle – ci est une méthode participative, flexible, innovatrice et adaptable. Elle utilise un guide du facilitateur adaptable suivant les régions. Elle s'inscrit dans le programme de lutte contre la pauvreté et part des acquis des apprenants. Le facilitateur est issu de la communauté et il doit être disponible.

## **2.7 GROUPE THEMATIQUE VII : LE VIH/SIDA – ECOLES**

### **2.7.1 PRESENTATION ET ANALYSE DE SITUATION PAR LE GROUPE VII : VIH/SIDA – ECOLES**

#### **SITUATION ACTUELLE**

65% des hospitalisés du CHK sont atteints du VIH/SIDA. Une enquête réalisée dans une école secondaire de Byumba a révélé que 9% des élèves étaient séro – positifs. Cette année, il est prévu une enquête dans les écoles et auprès des enseignants. Dans les débuts, le SIDA a été considéré uniquement comme un problème de santé. Actuellement, il est vu aussi comme un problème socio – économique et psychologique.

#### **OBJECTIFS**

- Lutter contre la contamination et la propagation du SIDA dans les écoles. A cet effet, intensifier l'information et l'éducation en classe, former les enseignants des TTC, utiliser les média et les clubs anti – sida.
- Aider les orphelins du SIDA et les enseignants contaminés,
- Education de qualité,
- Développer les capacités du Ministère à la lutte contre le fléau du SIDA.

Pour atteindre ces objectifs, il faudrait :

- a) La coordination des partenaires,
- b) Une sensibilisation continue,
- c) Une planification et une politique cohérente,
- d) La recherche de financement.

#### **REALISATIONS**

- (1) Elaboration des livres du primaire,
- (2) Clubs anti – sida dans les écoles,
- (3) Formations des inspecteurs et quelques enseignants,
- (4) Réalisation de théâtres et de films,
- (5) Elaboration de plan et de politique.

## PESPECTIVES

- Faire des recherches sur l'attitude des enseignants,
- Faire une évaluation d'impact (impact assessment).

## CONTRAINTES

Le personnel en place est insuffisant. Il est nécessaire de se faire aider par le personnel des provinces. Les ressources n'arrivent pas à temps ( lourds mécanismes imposés par les bailleurs) et la coordination reste insuffisante.

### 2.7.2 RETROACTION DES GROUPES TRANSVERSAUX ET DES PROPOSITIONS STRATEGIQUES INITIALES

#### THEME TRANSVERSAL I : PAUVRETE, SUIVI, EVALUATION

##### RELATIONS ENTRE LE SIDA ET LA PAUVRETE

- La pauvreté engendre l'ignorance et la sous – information sur les ravages du SIDA,
- La pauvreté engendre la prostitution, propice à la propagation du SIDA,
- Les pauvres atteints par le SIDA n'ont pas les moyens de se faire soigner,
- Le SIDA augmente la pauvreté aussi bien individuelle que familiale,
- Les décès, les orphelins et les veufs du SIDA constituent une lourde charge et un frein au développement du pays.

##### SUIVI

- (a) Combattre la pauvreté et l'ignorance en vue d'atteindre l'Education Pour Tous (EPT);
- (b) Inclure le SIDA dans les programmes de sensibilisation à l'EPT dans les écoles;
- (c) Sensibiliser et aider les jeunes à trouver des sources de revenus afin qu'ils renoncent à chercher dans la prostitution la réponse à leur pauvreté;
- (d) Convaincre les personnes atteintes du SIDA à reconnaître publiquement leur maladie;
- (e) Combattre auprès des jeunes les tabous et la désinformation attachés au SIDA
- (f) Briser le mur du silence afin que ce fléau puisse être banni.

##### PROPOSITIONS

- Organiser à l'intention des écoliers et des collégiens des sorties dans les hôpitaux, pour que ces jeunes se rendent compte de la réalité du SIDA;
- Inviter les sidéens à se manifester publiquement et à témoigner;
- Utiliser les médias, organiser des films et des théâtres dans lesquels les jeunes eux – mêmes sont des acteurs;
- Renforcer les services de guidance et counselling en s'appuyant sur les ressources locales disponibles;
- Sensibiliser la population à passer volontairement les tests VIH/SIDA afin de pouvoir disposer à tout moment des données exactes sur l'ampleur du fléau.

## THEME TRANSVERSAL II : ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET CAPACITES

Au niveau des écoles primaires et secondaires et même dans les universités, il existe des clubs anti – sida. Cependant, ces clubs accusent des défaillances :

- Ils ne sont pas opérationnels, par manque de suivi,
- Certains encadreurs n'ont pas le temps à allouer à ces activités.

Hommes et femmes interviennent de la même façon dans la lutte contre le SIDA. Néanmoins, souvent les femmes affichent une réticence à parler des problèmes liés au sexe. Il n' y a pas une loi interdisant aux éducateurs d'entretenir des relations intimes avec leurs élèves. Les encadreurs ne sont pas compétents et ils utilisent des méthodes inefficaces.

### SOLUTIONS PROPOSEES

- (1) Formations des encadreurs (enseignants),
- (2) Sensibilisation des parents,
- (3) Concevoir une méthode pouvant provoquer un véritable changement de comportement.

## THEME TRANSVERSAL III : FINANCEMENT ET PARTENARIAT

Le SIDA a un financement important, mais il n'y a pas de coordination entre les intervenants. Une très grande partie des fonds est dépensée dans des réunions. Les actions de sensibilisation à la population restent insuffisantes.

Les autorités administratives de base ne sont pas encore suffisamment sensibilisées. Elles devraient pouvoir parler du SIDA à toutes les occasions de rencontres avec la population au sein des cellules, des secteurs et des districts.

Les confessions religieuses ne mènent pas une campagne suffisante contre le SIDA. Il faut oser recommander l'utilisation des préservatifs dans la lutte contre le SIDA et les autres MTS et même les grossesses non désirées. Les parents informés des problèmes du SIDA devraient en parler dans leurs familles et inciter les autres familles à faire de même.

L'Etat doit soutenir efficacement les clubs anti – sida ( dans les écoles et chez les jeunes déscolarisés dispersés sur les collines) en leur fournissant le matériel nécessaire et en assurant leur formation. Les écoles devraient prendre une part active dans la sensibilisation de la population environnante ( théâtres, vidéos, affiches, chansons, réunions avec la population, pour ne citer que ceux – là).

## THEME TRANSVERSAL IV : GESTION SCOLAIRE ET ENVIRONNEMENT SCOLAIRE

### LES CAUSES DE CONTAGION DU VIH / SIDA

- La mentalité : La fille rwandaise n'ose pas exprimer un refus catégorique au séducteur,
- L'ignorance : Les prostituées qui acceptent de se donner aux hommes sans préservatifs,
- La pauvreté : Se prostituer pour survivre,
- La richesse : L'aisance matérielle conduit à la luxure.

## PROPOSITIONS

- Il faut un plan d'action crédible pour lutter contre le SIDA dans les écoles;
- Les stages de formation doivent être généralisés et ne pas se concentrer sur quelques individus dans quelques provinces;
- Dans ces stages, utiliser les sidéens comme personnes ressources. Pour cela, choisir les personnes qui manifestent des signes évidents du SIDA;
- Encourager les sidéens à former des associations afin qu'ils puissent s'entraider;
- Former les jeunes qui iront à leur tour porter le message aux autres jeunes;
- Installer dans toutes les provinces les forums anti-sida pour enseignants;
- Rechercher un matériel didactique suffisant, multiplier des films sur le SIDA à la télévision.

### 2.7.3 COMMENTAIRES DES PARTICIPANTS

La société rwandaise doit se pencher résolument sur le problème des enfants victimes de la violence sexuelle. L'Etat devrait publier des lois répressives très sévères. Les confessions religieuses qui s'opposent à l'utilisation des préservatifs outrepassent leur droit. Chacun est libre d'avoir son opinion sur les préservatifs, mais en interdire l'usage sans donner une solution de rechange réaliste constitue un assassinat.

Il est nécessaire de renforcer le cadre institutionnel du MINEDUC de lutte contre le SIDA et de décentraliser le service. Une mention spéciale doit être faite pour les vulnérables (handicapés de toute nature) plus exposés aux violences sexuelles. Les clubs anti - sida des provinces n'ont pas de fonds ni de disponibilité requis. Il faudrait installer à la province une personne permanente attachée à la commission nationale de lutte contre le SIDA. Certes, les fonds sont nécessaires, mais le plus urgent est un plan d'action de lutte contre le SIDA au niveau de la province et du district.

## CONCLUSION ET SUGGESTIONS

L'atelier tenu au Centre IWACU/ Kabusunzu revêt un caractère national dans le but de sensibiliser et conscientiser la population sur l'EPT/EFA. Cet atelier s'inscrit dans le processus d'élaboration du PAN/EPT. Il a été question que chaque groupe thématique puisse exposer l'état de la situation de son thème. Cela a donné aux participants l'occasion de concevoir ensemble des stratégies qui nous serviront à l'élaboration du document de diagnostic lequel permettra de finaliser et de budgétiser les différentes activités.

Le travail accompli pendant quatre jours dégage des stratégies et propositions concernant chaque objectif de l'Education Pour Tous selon la Conférence de Dakar. La vision 2015 que le pays a pour sa population en Education Pour Tous nécessite une concertation étroite entre les partenaires de l'EPT à tous les niveaux.

Cet atelier a été caractérisée par un climat serein et de transparence accompagnée d'une collaboration étroite et soutenue entre les participants et les organisateurs. Il a été demandé à chaque participant d'être le messager et l'acteur de l'EPT dans son environnement et dans ses travaux respectifs.

Les participants ont suggéré que les représentants des comités des parents soient invités dans les prochains ateliers. Ils ont exprimé leur espoir de voir leurs souhaits et propositions mis en exécution. A la fin de cet atelier, il a été recommandé d'organiser une descente sur terrain et en toutes les provinces. L'objectif de cette visite consiste à pouvoir collecter les données fiables et comprendre ce qui se passe réellement sur place.

Dans son Allocution de clôture, le Secrétaire Général au MINEDUC, Monsieur MUNYAKAYANZA Eugène a remercié tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation et à la réussite de l'atelier sur l'EPT. Il a exprimé sa gratitude envers l'UNICEF, le DFID et spécialement envers l'UNESCO et le FNUAP pour leur contribution financière accordée à cette activité.

*Secrétariat de l'EPT*

## LISTES DES PARTICIPANTS

*Centre IWACU/Kabusunzu, le 09/04/02*

N°	Noms et prénoms	Institutions
01	LIUNDI C-C	UNESCO
02	KABUTO B.ALEX	PRESIDENCE
03	NIYONGANA GALLICAN	PRIMATURE
04	CECILIA BALDEH	UNICEF
05	NYIRAHABINEZA M.L	MINEDUC
06	FIONA BRAZIL	VIH/SIDA PROGR.
07	MUTONI JANE	FAWE – RWANDA
08	MUREKUMBANZE GRATIEN	CNRU – MINEDUC
09	MUHONGERE ILLUMINEE	MINEDUC
10	MUKANKURANGA THERESE	MINEDUC
11	KAREKEZI ALFRED	MINALOC
12	RUTAYISIRE THEOGENE	MIGEPROFE
13	MUSONI ANASTASE	VILLE DE KIGALI
14	NGABOYISONGA VINCENT	MIJESPOC
15	MUKANYILIGIRA VIVIANE	MINEDUC
16	MIKE DELENS	MINEDUC
17	HARVEY SMITH	CFBT/RESSP
18	MUGABE ROBERT	MINECOFIN
CAP ut!'	MUKAGATARE DONATILLA	SNEC
20	SEMANI IGNACE	CNDH
21	JEAN YVES RIGAL	FRENCH COOP
22	RUTAKAMIZE JOSEPH	CNDP
23	RUTAYISIRE JOHN	CNDP
24	KASANZIKI CHARLES	DEJC – BUTARE
25	RUBERWA EMILE	MINEDUC
26	MUGABO CLEMENT	MINEDUC
27	DUKUZE BERNARD	MINEDUC
28	MUKEZABATWARE THADDEE	ADRA
29	TWAGIRASHEMA GERARD	MINEDUC
30	RUTAYISIRE BERNARD	DEJC – KIBUNGO
31	BIMENYIMANA GERARD	MINEDUC
32	MUNYANGOGA APPOLINAIRE	MIJESPOC
33	BUGINGO EMMANUEL	MINEDUC
34	RUREMESHIA JEAN	SFIA INTERN.(Ag. Presse )
35	RUTABINGWA E. NDAHIRO	ARJ/ Maison de presse
36	KARAMUTSA GERARD	MINEDUC
37	NDAYAMBAJE JOHNSON	DEJC – UMUTARA
38	MWITENDE ALOYS	M.V.K
39	Dr RUGUMIRE GUIDO	A.N.T
40	UMUTESIWASE M. THERESE	MINEDUC
41	MUSABEYEZU NARCISSE	MINEDUC
42	KAYITESI GRACE	MINEDUC

43	RUTUNGISHA ERNEST	MINEDUC
----	-------------------	---------

*CENTRE IWACU/ Kabusunzu, le 10/04/02*

N°	Noms et prénoms	Institutions
01	RWAYITARE PASCAL	DEJC – BYUMBA
02	NDAYAMBAJE JOHNSON	DEJC – UMUTARE
03	RUTABINGWA E. NDAHIRO	MAISON DE LA PRESSE
04	RUTAYISIRE BERNARD	DEJC – KIBUNGO
05	KASANZIKI CHARLES	DEJC – BUTARE
06	KABAYIZA BARNABE	DEJC – KIBUYE
07	NYANDEKWE DEOGRATIAS	DEJC – GISENYI
08	SEMANI IGNACE	CNDH
09	Sr MUKAGATARE DANATILA	SNEC
10	MUGABE ROBERT	MINECOFIN
11	MWITENDE ALOYS	MAIRIE DE KIGALI
12	KAREKEZI ALFRED	MINALOC
13	KAYITESI GRACE	MINEDUC
14	MUKAKARARA CHRISTINE	MINEDUC
15	UMWALI ODETTE	COLLECTIF – IHURIRO
16	NGABOYISONGA VINCENT	MIJESPOC
17	KWIKIRIZA ASAPH	MIFOTRA
18	RUGUMIRE GUIDO	A.N.T
CAP ut!'	RUBERWA EMILE	MINEDUC
20	KARAMUTSA GERARD	MINEDUC
21	MUKANYILIGIRA VIVIANE	MINEDUC
22	NYIRAHABINEZA M.L	MINEDUC
23	LYIVUZE LEOPOLD	ADEPR
24	MUHONGERE ILLUMINEE	MINEDUC
25	MUREKUMBANZE GRATIEN	MINEDUC
26	MUTONI JANE	FAWE – RWANDA
27	DUKUZE BERNARD	DEJC – GISENYI
28	MUGABO CLEMENT	MINEDUC
29	RUTUNGISHA ERNEST	MINEDUC
30	UMUTESIWASE M.THERESE	MINEDUC
31	RUTAKAMIZE JOSEPH	CNDP
32	RUTAYISIRE THEOGENE	MIGEPROFE
33	MUSONI ANASTASE	VILLE DE KIGALI
34	DUSABE BRIGITTE	MAMANS SPORTIVES
35	MUNYANGOGA APPOLINAIRE	MIJESPOC
36	MUKANKURANGA THERESE	MINEDUC
37	MUSABEYEZU NARCISSE	MINEDUC
38	TWAGIRASHEMA GERARD	MINEDUC
39	BIMENYIMANA GERARD	MINEDUC
40	CECIL BALDEH	UNICEF
41	RUREMESHIA JEAN	AGENCE SYFIA INTERN.
42	NIYONGANA GALLICAN	PRIMATURE
43	MUNYANDAMUTSA PHILIPPE	S.D.A
44	MUKAMUGABO FRANÇOISE	DE1C – GIKONGORO

45	SEFU WAKWELI	AMUR
46	RWIGARA J.CLAUDE	DEJC – CYANGUGU

*CENTRE IWACU/ Kabusunzu, le 11/04/02*

N°	Noms et prénoms	Institutions
01	RWAYITARE PASCAL	DEJC – BYUMBA
02	NDAYAMBAJE JOHNSON	DEJC – UMUTARE
03	RUTABINGWA E. NDAHIRO	MAISON DE LA PRESSE
04	RUTAYISIRE BERNARD	DEJC – KIBUNGO
05	KASANZIKI CHARLES	DEJC – BUTARE
06	KABAYIZA BARNABE	DEJC – KIBUYE
07	NYANDEKWE DEOGRATIAS	DEJC – GISENYI
08	SEMANI IGNACE	CNDH
09	Sr MUKAGATARE DANATILA	SNEC
10	MUGABE ROBERT	MINECOFIN
11	MWITENDE ALOYS	MAIRIE DE KIGALI
12	KAREKEZI ALFRED	MINALOC
13	KAYITESI GRACE	MINEDUC
14	MUKAKARARA CHRISTINE	MINEDUC
15	UMWALI ODETTE	COLLECTIF – IHURIRO
16	NGABOYISONGA VINCENT	MIJESPOC
17	KWIKIRIZA ASAPH	MIFOTRA
18	RUGUMIRE GUIDO	A.N.T
CAP ut!'	RUBERWA EMILE	MINEDUC
20	KARAMUTSA GERARD	MINEDUC
21	MUKANYILIGIRA VIVIANE	MINEDUC
22	NYIRAHABINEZA M.L	MINEDUC
23	LYIVUZE LEOPOLD	ADEPR
24	MUHONGERE ILLUMINEE	MINEDUC
25	MUREKUMBANZE GRATIEN	MINEDUC
26	MUTONI JANE	FAWE – RWANDA
27	DUKUZE BERNARD	DEJC – GISENYI
28	MUGABO CLEMENT	MINEDUC
29	RUTUNGISHA ERNEST	MINEDUC
30	UMUTESIWASE M.THERESE	MINEDUC
31	RUTAKAMIZE JOSEPH	CNDP
32	RUTAYISIRE THEOGENE	MIGEPROFE
33	MUSONI ANASTASE	VILLE DE KIGALI
34	DUSABE BRIGITTE	MAMANS SPORTIVES
35	MUNYANGOGA APPOLINAIRE	MIJESPOC
36	MUKANKURANGA THERESE	MINEDUC
37	MUSABEYEZU NARCISSE	MINEDUC
38	TWAGIRASHEMA GERARD	MINEDUC
39	BIMENYIMANA GERARD	MINEDUC
40	CECIL BALDEH	UNICEF
41	RUREMESHAN JEAN	AGENCE SYFIA INTERN.
42	NIYONGANA GALLICAN	PRIMATURE
43	MUNYANDAMUTSA PHILIPPE	S.D.A

44	MUKAMUGABO FRANÇOISE	DEIC – GIKONGORO
45	SEFU WAKWELI	AMUR
46	RWIGARA J.CLAUDE	DEJC – CYANGUGU
47	MUKEZABATWARE THADDEE	ADRA
48	CECILIA BALDEH	UNICEF

*CENTRE IWACU/ Kabusunzu, le 12/04/02*

N°	Noms et prénoms	Institutions
01	RWAYITARE PASCAL	DEJC – BYUMBA
02	NDAYAMBAJE JOHNSON	DEJC – UMUTARE
03	RUTABINGWA E. NDAHIRO	MAISON DE LA PRESSE
04	RUTAYISIRE BERNARD	DEJC – KIBUNGO
05	KASANZIKI CHARLES	DEJC – BUTARE
06	KABAYIZA BARNABE	DEJC – KIBUYE
07	NYANDEKWE DEOGRATIAS	DEJC – GISENYI
08	SEMANI IGNACE	CNDH
09	Sr MUKAGATARE DANATILA	SNEC
10	MUGABE ROBERT	MINECOFIN
11	MWITENDE ALOYS	MAIRIE DE KIGALI
12	KAREKEZI ALFRED	MINALOC
13	KAYITESI GRACE	MINEDUC
14	MUKAKARARA CHRISTINE	MINEDUC
15	UMWALI ODETTE	COLLECTIF – IHURIRO
16	NGABOYISONGA VINCENT	MIJESPOC
17	KWIKIRIZA ASAPH	MIFOTRA
18	RUGUMIRE GUIDO	A.N.T
CAP ut!'	RUBERWA EMILE	MINEDUC
20	KARAMUTSA GERARD	MINEDUC
21	MUKANYILIGIRA VIVIANE	MINEDUC
22	NYIRAHABINEZA M.L	MINEDUC
23	LYIVUZE LEOPOLD	ADEPR
24	MUHONGERE ILLUMINEE	MINEDUC
25	MUREKUMBANZE GRATIEN	MINEDUC
26	MUTONI JANE	FAWE – RWANDA
27	DUKUZE BERNARD	DEJC – GISENYI
28	MUGABO CLEMENT	MINEDUC
29	RUTUNGISHA ERNEST	MINEDUC
30	UMUTESIWASE M.THERESE	MINEDUC
31	RUTAKAMIZE JOSEPH	CNDP
32	RUTAYISIRE THEOGENE	MIGEPROFE
33	MUSONI ANASTASE	VILLE DE KIGALI
34	DUSABE BRIGITTE	MAMANS SPORTIVES
35	MUNYANGOGA APPOLINAIRE	MIJESPOC
36	MUKANKURANGA THERESE	MINEDUC
37	MUSABEYEZU NARCISSE	MINEDUC
38	TWAGIRASHEMA GERARD	MINEDUC

39	BIMENYIMANA GERARD	MINEDUC
40	CECIL BALDEH	UNICEF
41	RUREMESHJA JEAN	AGENCE SYFIA INTERN.
42	NIYONGANA GALLICAN	PRIMATURE
43	MUNYANDAMUTSA PHILIPPE	S.D.A
44	MUKAMUGABO FRANÇOISE	DE1C – GIKONGORO
45	SEFU WAKWELI	AMUR
46	RWIGARA J.CLAUDE	DEJC – CYANGUGU
47	FIONA BRAZIL	VIH/SIDA PROGRAM
48	KABUTO B. ALEX	PRESIDENCE

# ANNEXES

Honorable member of Parliament  
Representative of United Nations Agencies  
Excellencies Ambassadors  
Representatives of different NGO's  
Representatives of different Churches

Distinguished Guest,

Ladies and Gentlemen,

Allow me to welcome you all to this important workshop and thank you to have responded to our short notice invitation. This confirms your usual commitments to Education in Rwanda.

Ladies and Gentlemen,

The Ministers of Education in Sub-Saharan Regions, Representatives of civil society and international development agencies, assembled in Johannesburg on 6-10 December 1999 reflected on the progress made towards achieving the EFA goals adopted in Jomtien 1990. They launched a renewal of Education that will enable Africa to meet the challenges of the 21<sup>st</sup> century.

A framework of action under the Theme of *EDUCATION FOR AFRICAN RENAISSANCE* in the Globalized Economy, Communication and Culture was adopted.

His Excellency His President Thabo Mbeki in his opening Speech, of this conference, said : " If the next century is going to be characterized as a truly African century for social and economic progress of the African people, the century of durable peace and sustained development in Africa, then the success of this progress is dependent on the success of our education systems.

For nowhere in the world has sustained development been attained without universal and found primary education, without an effective higher education and research sector, without equality of educational opportunity”.

The Government of Rwanda being one of the Signatories of the world declaration on Education for All in 1990 (Jomtien), EFA framework for Action in Sub-Saharan Africa in Johannesburg, December 1999, and of Dakar Framework for Action adopted at the World Education Forum in Dakar in April 2000, has recognized its obligations of giving to all people the opportunity to basic education which is in consistency with its macro- policies, which are :

- “ - Poverty Reduction”
- Human Resource Development
- National Unity and Reconciliation”

The Government of Rwanda reaffirms that education is a basic right and basic need for all children , youth and adults including those with disabilities, as recognized in the international instruments, including the Universal Declaration on Human Rights, the African Charter on Human and People’s rights , the Convention on the Rights of the Child and Recommendations of Salamanca Conference.

Our country also recognizes that investment in quality education is a prerequisite for the empowerment of its citizens to fully participate in and benefit from a global economy and modern communications technology.

We also acknowledge that the provision of basic education must be transformed for inclusiveness, relevance and gender responsiveness. The Government of Rwanda attaches great importance to the reduction of VIH/AIDS because this disease is one of the major hindrances to the achievement of EFA goals.

The Government of Rwanda is one of the Countries in Africa that recognizes the necessity of Education Systems that provides opportunity to all people to acquire skills and knowledge essential for access and use of information and communication technology.

We have said all this to underpin the importance of this four day workshop which will help the EFA National Forum to finish the preparation of Educational National Plan of Action in Time. Framework recommended in the Dakar Framework of Action.

You all remember that the Dakar Framework for Action calls upon Governments to ensure that EFA goals and targets are achieved by 2015. If our EFA goals then are to be attained, we must first translate them into realistic and feasible national plan and action programs. We must make sure that this plan is also credible.

That is why Ladies and Gentlemen I would ask each and everybody to contribute as much as he can to the success of this preparation of this EFA National Plan of Action; because it will be the backbone of our Education System and an Important tool to our Partner members and to the entire community who want to contribute resources required for its implementation.

While the challenge to attain EFA is considerable, the Government of Rwanda believes that with a political commitment and a combined effort of all the stakeholders, it is possible to attain.

Let these four days we are going to spend here be a *strong foundation of our strong Plan of Action that will lead us through this decade and half.*

I would not finish this word without thanking all those who continuously help Rwanda in up lifting its System of Education.

I am also grateful to all those who are helping the EFA National Forum in the Preparation of this EFA National Plan of Action more specially UNICEF, UNESCO and FNUAP who have made the different seminars that so far have been held successful.

Ladies and Gentlemen,

Let me thank you again and declare open this EFA workshop.

Thank you

**Emmanuel MUDIDI**  
The Minister of State in charge of Primary  
and Secondary Education

**WORKSHOP 9-12 AVRIL 2002  
IWACU KABUSUNZU**

## Workshop Aim, methodology EFA TIME FRAME

### *Workshop EFA ACTION PLAN*

National EFA action plans are the very foundations of the Education For All drive. The Dakar framework for action stipulates that states should develop or strengthen National plans of action. It also suggests that they:

- Be integrated into a wider poverty reduction and development framework.
- Be developed through transparent and democratic processes involving stakeholders especially peoples representatives, community leaders parents learners non-governmental organisations and civil society.
- Address budget priorities that reflect a commitment to achieving EFA goals and targets
- Set out strategies for overcoming the problems facing those currently excluded from educational opportunities with a clear commitment to girls education and gender equity

These national plans should be ready not later than December 2002.

### *Why is a national EFA plan important ?*

A National plan is essential for planning and introducing reforms as well as for assessment and monitoring purposes. It allows for a sharpening of focus and prioritising in areas of need and is a precondition for resource mobilisation nationally and internationally.

### *What is a credible action plan ?*

The recommendations of the Dakar Framework for Action coupled with the views of EFA partners suggest that the following dimensions are essential

- The plans should be comprehensive addressing all the six EFA Goals and the issues covered by the flag ship programmes. they should relate directly to national plans for poverty reduction. and be feasible in light of the foreseeable financial and institutional environment and available human resources.
- They should include indicators, targets and measures of good quality for each EFA goal.
- To ensure owner ship of the reform process they should be fully participatory in other words, major civil society organisations with a stake in education should be included in the planning process.
- To gain public support on a scale commensurate with EFA challenge constant high level advocacy and persuasive relations and communications work should be undertaken

- Meeting the EFA goals is a management challenge of a high order. They are achievable if they become a nation priority.

The main objective of this workshop therefore is to put our heads together and give all suggestions that will make our EFA plan action realistic and credible.

- We shall therefore have an over all idea of what EFA is, the importance of having a strategic plan.
- From this workshop. we shall be equipped with all the elements required for the preparation of a diagnostic document.
- Together we shall fix a time frame for the completion of the diagnostic document and the fully costed EFA work plan.

### *Methodology*

- With the inception of the EFA National Forum in 2001 thematic groups started working on different themes
- In September 2001 the Minister of state in charge of Primary and Secondary Education officially launched the EFA activities
- In December 2001 we had a one day meeting with an expert from UNESCO to assess the progress of the work of the different thematic groups.
- Three recommendations were made

- Preparation of a document containing a diagnostic analysis of the sub sector involved in EFA
- Setting up of a sub sector EFA policy document within the Framework of the education sector policy.
- Elaboration of the fully developed EFA National Action plan.
- A visit recommended by the Right Honourable Prime Minister was effected in Dakar in March 2002.
- The visit inspired the delegation on how the activities of preparing the action plan would be accelerated.
- A new time framework was formulated
 

9 <sup>th</sup> -12 <sup>th</sup> April	: EFA Workshop to prepare a diagnostic document
Beginning May	: 1day EFA Workshop to finalise diagnostic document (Seminar in Provinces)
Beginning June	: 3days EFA Workshop to prepare and finalise EFA Plan
End June	: Meetings with each EFA Thematic group to cost their part of the EFA Plan
Mid July	: Fully Costed EFA plan ready for submission to Cabinet

## REMARKS BY THE UNESCO REP. MR. C.C. LIUNDI DURING THE SEMINAR OF EFA ON 10/04/02

Honorable Minister,  
Distinguished Guests,  
Ladies and Gentleman.

In the effort to understand tolerance, freedom and democracy, Oscar Arias Sanchez of Costa Rica, one of the Nobel Peace Prize Laureate in 1987 had this to say:

"Peace is a never - ending process, the work of many decisions by many countries. It is an attitude, a way of life, a way of solving problems and resolving conflicts"... It cannot ignore our differences or overlook our common interests. It requires us to work and live together".

If there is one instrument that helps us to achieve what Sanchez said in Oslo, in 1987, that instrument is Education. We have only to go back into the world history of Education and see how the ..... Declaration was visionary. It pronounced basic education to be *a fundamental right for all people*. It put forward what is known as our "expanded " vision of basic education with a focus on quality and equity, ensuring that even *the most disadvantaged individuals and groups of the poorest country would receive the kind of quality education they needed.*

Honorable Ministers,  
Invited guests, Ladies and Gentlemen.

I began with the vision of the Jontien because I wanted to associate the country's efforts , i.e Rwanda, in embracing the noble idea, and practical plans Rwanda has in universalizing access and promoting education for all individuals including the most disadvantaged.

Mr. Chairman, I would like to inform those "doubting Thomases " about Rwanda's efforts in EFA that given meager resources and manpower, already, Rwanda has made very commendable strides in the way of EFA. I take the pardonable pride to congratulate the Ministry of Education, Science, Technology and Scientific Research in ensuring the creation of the necessary environment to make EFA in Rwanda, a success . The Ministry has established a very strong unit within it to see that the policies and direction of EFA are working , committees at National Regional and district levels are

in place and EFA advocacy is in the forefront to inculcate the spirit of solidarity and collaboration of all partners at all levels. In short, the Ministry of Education Science , Technology and Scientific Research is striving to develop a supportive policy context in social, cultural and economic areas, and mobilizing existing and new financial and human resources - public, private and voluntary.

The Workshop before us here, today, is a testimony to that effect. This is where I have to thank the organisers of the workshop for pushing further the agenda of EFA in Rwanda. This is a praise - worthy job. I would also like to associate myself with the other UN agencies the UNFPA, UNHCR, UNICEF, UNDP , World Bank , WFP for their continued support for the EFA course.

I will not forget the support we get from various donors like DFID, USAID, to mention a few, who have all along given us support in various ways.

EFA will not be achieved without the collaboration of all partners at all levels, working in collaboration with the civil society, the private sector, and the international partners of several kinds. Emphasizing partnership, it was Mr. Koichiro Matsuura , the Director-General of UNESCO who said: -

" Through such partnerships, we can make common cause in the struggle to achieve basic education for all sound quality"

What then, are the challenges ahead of us in the EFA path? Let me hint here, that Rwanda, has comparatively gone a head of some countries in the EFA efforts. That does not and should not make us complacent . There is more to be done. What lies ahead of us?

- We need stronger coordinating mechanisms that can not only facilitate linkages but also implement partnerships.
- We should empower local communities in terms of knowledge , skills and some kind of power.
- The process of collecting and distributing necessary data and information has to be improved. ( Delays in submission, or non-submission, poor record keeping , unreliable information etc. are the kind of things we should avoid in future.
- We should keep the rhythm of the planned activities to eliminate delays in our own plans. Let us ensure that the plans we have agreed to implement get implemented as agreed upon.

With those remarks allow me, once more, Mr. Chairman to thank the organizers for having invited me to take part in this very important

workshop . I thank them for creating such an environment and it is my hope that we will all work together to ensure that the EFA Plan of Action for Rwanda comes out in time, this year. It should be solid, credible and sellable so that we can march together toward meeting all the goals according to schedule, as agreed in Dakar.

Finally, let me conclude my remarks by inviting all of you , without discrimination , to the activities of the EFA week which will take place from 22- 26 April, 2002. I appeal to all of you to fully take part in whatever activity or activities that will be within your reach to boost EFA. The EFA week has to succeed.

With those remarks I would like to wish all the participants good deliberations and thank you for listening . Do not forget that Rwanda has to succeed .

" URWANDA RUGOMBA KUBISHOBORA"

## EFA Workshop (April 9<sup>th</sup> – 12<sup>th</sup> 2002)

### 1. Aims of Workshop

- To present:
  - an overall idea of what EFA is
  - the importance of having a strategic plan to achieve it
- To have a firm idea of:
  - all the elements required for the preparation of a diagnostic document
- To give a timeframe for:
  - the completion of the diagnostic document
  - the fully costed EFA work plan.

### 2. Thematic Groups

- Thematic Group 1: Nursery and Preschool education  
Thematic Group 2: Access and Retention in Primary Education  
Thematic Group 3: Improvement of the Quality of Education  
Thematic Group 4: Reduction of Inequalities in Education  
Thematic Group 5: Vocational Training for Young People and Adults  
Thematic Group 6: Literacy and Education for Adults  
Thematic Group 7: HIV/AIDS

### 3. Proposed Cross-Cutting Groups

- Cross-Cutting Group 1: Poverty Focus, Monitoring and Evaluation  
Cross-Cutting Group 2: Institutional and Capacity  
Cross-Cutting Group 3: Funding and Partnerships  
Cross-Cutting Group 4: School Environment and Management

### 4. Time Plan and Schedule for the EFA Workplan

- 9<sup>th</sup> – 12<sup>th</sup> April:* EFA Workshop to prepare a diagnostic document  
*Beginning May:* 1-day EFA Workshop to finalise diagnostic document  
*Beginning June:* 3-day EFA Workshop to prepare and finalise EFA Plan  
*End June:* Meetings with each EFA Thematic Group to cost their part of the EFA Plan  
*Mid-July:* Fully Costed EFA Plan ready for submission to Cabinet



*Friday 12<sup>th</sup> April*

*Morning*

**Chair: Director of Primary**

- 08.30-09.00 Presentation and Situation Analysis by Thematic Group 6
- 09.00-10.30 All Cross-Cutting Groups work on implications of Group 6's Situation Analysis
- 10.30-10.45 Coffee
- 10.45-11.30 Feedback from Cross-Cutting Groups and Initial Strategic Proposals
- 11.30-12.00 Roundup of Morning's Work (Secretary TG6)

*Afternoon*

**Chair: Director of Planning**

- 13.30-14.00 Presentation and Situation Analysis by Thematic Group 7
- 14.00-15.30 All Cross-Cutting Groups work on implications of Group 7's Situation Analysis
- 15.30-15.45 Coffee
- 15.45-16.30 Feedback from Cross-Cutting Groups and Initial Strategic Proposals
- 16.30-17.00 Roundup of Afternoon's Work (Secretary TG7)

## **ALLOCUTION DE CLOTURE**

### **12 Avril 2002.**

Distingués Invités

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Il me fait encore un réel plaisir de venir au nom du Ministre de l'Education, de la Science, de la Technologie et de la Recherche Scientifique vous adresser ce mot de circonstance à l'occasion de la clôture du Séminaire sur le plan d'actions national de l'Education Pour Tous.

Je saisis cette occasion pour vous féliciter sincèrement du travail accompli pendant les quatre jours que vous venez de passer ici au Centre Iwacu de Kabusunzu. Je ne doute pas que vous avez apprécié à sa juste valeur le travail qui vous attendait et surtout l'importance de l' Education Pour Tous sur l'avenir de la nation Rwandais.

Ce séminaire – atelier vous a permis de bien cerner le concept EPT et d'identifier ensemble des éléments clés et réalistes nécessaires à l'élaboration d'un projet de Plan stratégique de l'EPT.

A cette occasion, vous avez pu prendre connaissance des travaux des différents groupes thématiques et toutes vos réflexions pendant les travaux en groupes vous ont permis de vous approprier les différents aspects de chaque thème.

A chaque thème, vous avez émis vos observations critiques et relevé les contraintes et surtout vous avez amorcé des propositions de solutions devant figurer dans le draft du plan d'actions national

de l'Education Pour Tous. Vos réflexions, ont été formulées dans une atmosphère empreinte de participation de tout le monde, dans la simplicité et dans la transparence.

Concernant les attentes de ce premier atelier de caractère national sur l'EPT, à partir d'aujourd'hui chacun de nous ici présent doit se considérer comme un messenger et acteur de l'EPT dans son environnement et dans les travaux futurs, attendez – vous, à être les premiers associés du programme EPT pour sa réussite.

Quant à la suite à cet atelier, le document final est confié à une équipe technique de rédaction, qui reproduira fidèlement la substance du séminaire de façon exhaustive. Certains d'entre vous seront conviés dans les jours à venir l'examiner.

Mesdames,  
Mesdemoiselles,  
Messieurs,

Avant de terminer cette allocution, je m'en voudrais de ne pas remercier, encore une fois tout le monde qui a contribué de près ou de loin à la réalisation et à la réussite de ce séminaire – atelier sur l'EPT, et spécialement l'UNICEF, le FNUAP, l'UNESCO, le DFID pour ne citer que ceux-là qui nous ont accompagnés techniquement et financièrement en l'occurrence. Je réitère mes remerciements particulièrement à l'UNESCO qui nous a apporté sa contribution financière sans laquelle nous n'aurions pas organisé ce séminaire.

Nous les exhortons à continuer à nous épauler dans nos actions dans ce document d'EPT.

Chers séminaristes pour terminer,

Je vous prie de vouloir nous excuser d'une quelconque lacune de notre part qui vous aurait contrarié durant votre séjour à Kabusunzu.

Je vous réitère, encore une fois aussi, tous mes remerciements et déclare clos le premier séminaire national sur l'Education Pour Tous (EPT) au Rwanda.

Merci.

Le Secrétaire Général au Ministère de  
l'Education, de la Science, de la  
Technologie et de la Recherche Scientifique  
**MUNYAKAYANZA Eugène**